

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 7 FEVRIER 2019

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>3</b>
Le cadre réglementaire	3
Le contexte économique et financier	4
A. Le déficit public en diminution	5
B. Une dette publique globale* représentant 99,3 % du PIB	6
C. La dépense publique locale pèse 252 milliards d'euros en 2017	7
D. Des dépenses publiques croissantes depuis 1983	8
E. La part prépondérante des dépenses de personnel dans l'évolution des charges globales	8
F. Un encours de dette en forte augmentation	10
G. Les transferts étatiques en baisse depuis 2014 : la CRFP puis la loi de finances 2019	11
<b>Evolution de l'intercommunalité</b>	<b>12</b>
A. Le contexte de l'intercommunalité en Côte-d'Or	12
B. Le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)	12
<b>Etat des lieux 2018 et estimé 2019</b>	<b>13</b>
A. Evolution de la population	13
B. La fiscalité intercommunale	13
Principe de solidarité fiscale communes et communauté de communes	13
<b>Perspectives 2019</b>	<b>21</b>
A. Perspectives nationales	21
B. Les orientations budgétaires 2019	24
C. Décisions en matière de taux	26
D. Les dépenses de fonctionnement pour 2019	27
E. Les dépenses de personnel	31
F. Les dépenses d'investissement pour 2019	42
A. Budget annexe de l'eau	53
B. Budget annexe de l'assainissement	55
C. Zones d'activités	57
D. Office de tourisme	57
<b>Conclusion</b>	<b>58</b>

## PREAMBULE

---

La 3CM a pour ambition d'amplifier les dynamiques économiques pour répondre aux besoins d'une population qui s'accroît, consolider l'activité économique et l'emploi, préserver la qualité des espaces naturels et du cadre de vie et contribuer à l'attractivité du territoire.

Pour ce faire, la 3CM s'est dotée d'un outil qui est à la fois un objectif et une feuille de route :

### **LE PROJET DE TERRITOIRE.**

Le projet de budget 2019 s'inscrit dans cette ambition.

Le Débat d'Orientation Budgétaire marque une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Si l'action de ces dernières est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel, leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le rapport d'orientation budgétaire constitue la première étape de ce cycle et se doit être la base du débat.

Ce rapport s'inscrit dans un contexte de mise en place de pactes financiers avec l'Etat prévoyant notamment une maîtrise de l'évolution des dépenses publiques et des règles prudentielles en matière d'investissement.

Sur la base du rapport d'orientation budgétaire présenté, le débat permettra à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

## Le cadre réglementaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire est obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants et leurs groupements (articles 11 et 12 de la loi du 6 février 1992). Une délibération d'adoption du budget non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité externe et pourrait entraîner l'annulation de ce budget.

Le débat doit avoir lieu dans un délai maximum de deux mois avant l'adoption du budget.

Le Débat d'Orientation Budgétaire fait l'objet d'un vote sur la base du rapport présenté.

L'article 107 de la loi NOTRe a modifié les articles L.2312-1 et L.5211-36 du code général des collectivités territoriales relatifs au débat d'orientation budgétaire, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

A ce titre, ce dernier devra comporter :

- Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement, mais aussi les concours financiers de la fiscalité et des relations financières avec l'EPCI de rattachement.

- Les engagements pluriannuels avec les orientations en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes avec, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisations de programme.
- La structure et la gestion de l'encours de dette jusqu'à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces différentes parties du rapport devront permettre ainsi d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'encours de dette à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

De plus, pour les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus, ce rapport comporte également :

- Une présentation de la structure des effectifs et de son évolution au cours de l'exercice concerné par le projet du budget,
- Les dépenses de personnel comportant des éléments sur la rémunération (les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les avantages en nature et le temps de travail) et leur évolution au cours de l'exercice concerné par le projet du budget.

Par ailleurs, l'article 61 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a introduit à l'article L.2311-1-2 du CGCT, l'obligation pour les EPCI à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants, de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport met en exergue le fonctionnement de l'EPCI, les politiques et les orientations qu'il mène de nature à améliorer cette situation.

Le rapport est transmis par le Président de la 3CM aux communes membres dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public sur le site internet de la 3CM et au siège social de la collectivité dans les 15 jours suivants la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

## Le contexte économique et financier

La loi de finances 2019 et le projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ont pour ambition de ramener la France dans une trajectoire de réduction du déficit public, de la dépense publique et des prélèvements obligatoires tout en finançant les priorités du gouvernement.

Sur la période 2015 - 2017, les collectivités territoriales ont fait partie intégrante de la réduction du déficit public en voyant leur dotation globale de fonctionnement baisser de manière drastique. Cette mesure n'a pas été reconduite en 2018, mais le prélèvement sur la fiscalité perdurera chaque année (L. 2334-7-3 du CGCT).

Dans la même veine, les collectivités locales seront mises à contribution sous la forme d'un pacte de confiance avec l'Etat ayant pour objectif une économie de dépenses de 13 milliards d'euros sur 5 ans.

## A. Le déficit public en diminution

A la fin 2017, le déficit public était de 2,6 points de PIB soit **64,3 Md€**.

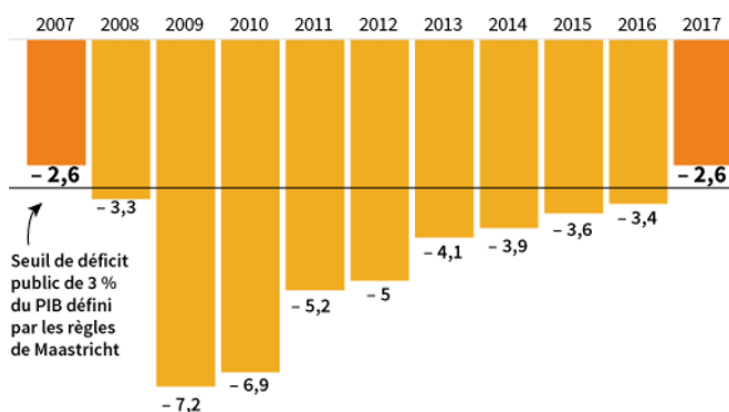
- Le déficit public correspond au besoin de financement des administrations publiques.
- Il mesure la différence entre l'ensemble des dépenses (fonctionnement et investissement) et l'ensemble des ressources non financières.

Le déficit public diminue en raison d'une forte réduction des dépenses.

### Une étape majeure de la politique budgétaire

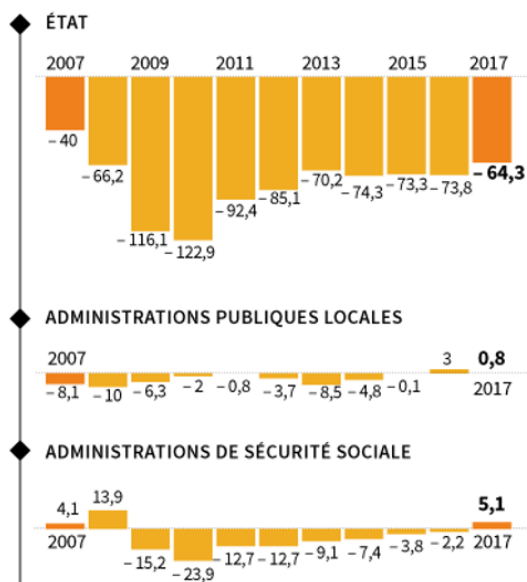
**Le déficit public a reculé en 2017 de 0,8 point par rapport à 2016**

ÉVOLUTION DU DÉFICIT PUBLIC DE LA FRANCE, EN % DU PIB



### Le déficit par administrations

DÉFICIT, EN MILLIARDS D'EUROS



SOURCE : INSEE - INFOGRAPHIE LE MONDE

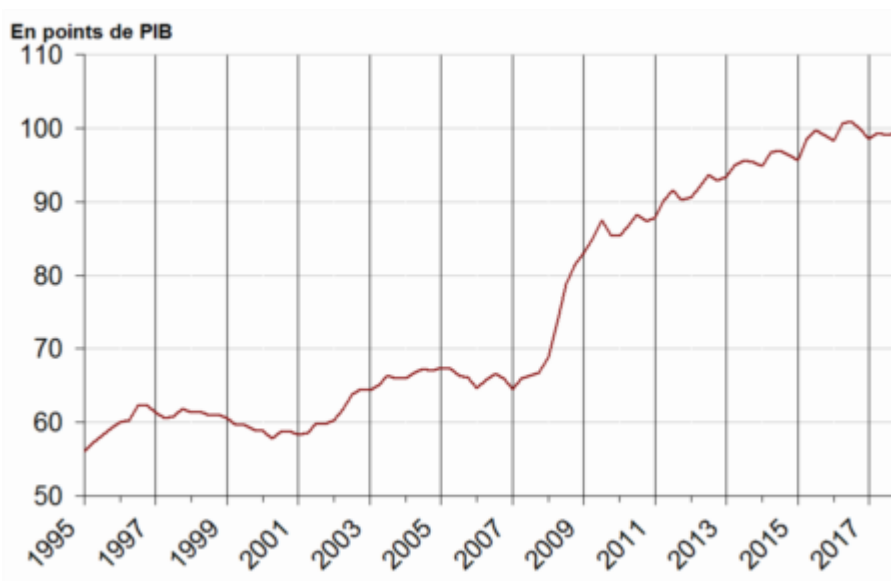
## B. Une dette publique globale\* représentant 99,3 % du PIB

\* Etat, collectivités locales et intercommunalités, sécurité sociale

A la fin du troisième trimestre 2018, la dette publique est de 2 322,3 Md€ (- 53,1 Md€ par rapport à l'année précédente).

La dette des Administrations Publiques Locales (APUL) représente près de **8,6 %** de la dette publique de l'ensemble des administrations publiques.

### Evolution de la dette depuis 1995



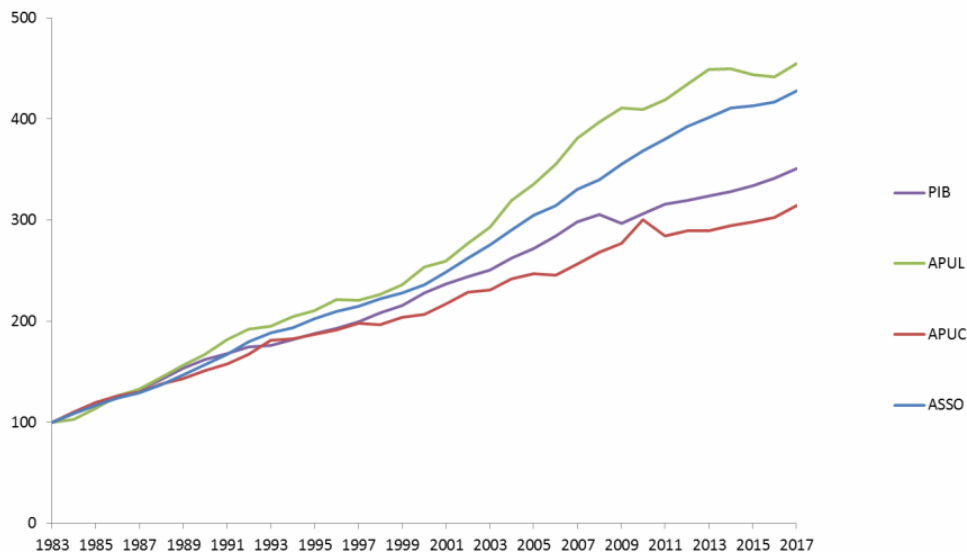
### Dette publique des APUL

	2017T3	2017T4	2018T1	2018T2	2018T3
Ensemble des adm. publiques	2269,2	2257,8	2294,6	2299,8	2322,3
en point de PIB (*)	99,8%	98,5%	99,3%	99,0%	99,3%
État	1788,0	1768,1	1808,8	1828,4	1860,5
Organismes divers d'adm. centrale	61,3	61,9	62,1	60,1	60,1
Administrations publiques locales	196,6	201,5	200,1	199,4	199,0
Administrations de sécurité sociale	223,3	226,2	223,6	211,9	202,7

Source : INSEE

## C. La dépense publique locale pèse 252 milliards d'euros en 2017

Les dépenses des administrations publiques locales (APUL) ont subi une stagnation sur l'année 2017. La Cour des comptes l'explique par une baisse des concours financiers depuis 2014. En effet, la baisse de 11 % des dépenses d'investissement et le ralentissement des dépenses de fonctionnement ne sont le fruit, selon la Cour des comptes, que de l'importante contribution des collectivités au redressement des finances nationales. Malgré des efforts de gestion, le ralentissement de la progression des dépenses de fonctionnement a été moins important que celui des recettes.



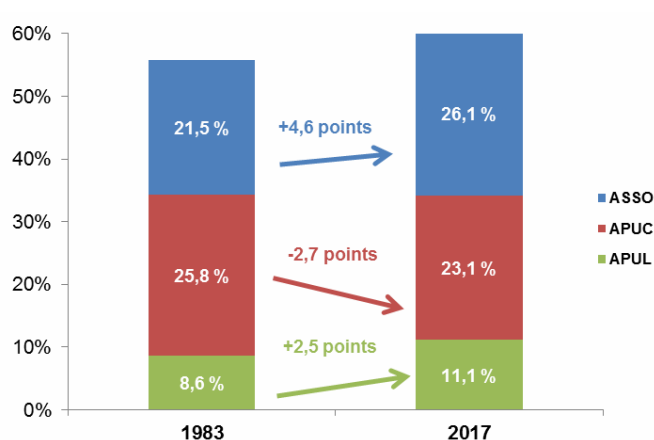
Source : Annexe jaune au PLF 2018

L'amointrissement des transferts financiers de l'Etat a été contrebalancé, en partie, par la mobilisation du levier fiscal en plus d'un effort de gestion important. Au total, la dépense de fonctionnement en 2017 est revenue au niveau de celle constatée en 2010.

Pour 2018, la Cour des comptes table sur une reprise nuancée des dépenses de fonctionnement comme en investissement. La stabilité relative des dotations de l'Etat fera renaître un regain pour l'investissement local. Néanmoins, la réforme de la taxe habitation amorcée, l'arrêt de la réforme des valeurs locatives cadastrales et l'inexpliquée volatilité des valeurs de la CVAE rend périlleux l'équilibre nouvellement retrouvé.

## D. Des dépenses publiques croissantes depuis 1983

Les dépenses des APUL progressent de manière linéaire et proportionnée depuis le début de la décentralisation.



Source : Annexe jaune au PLF 2019

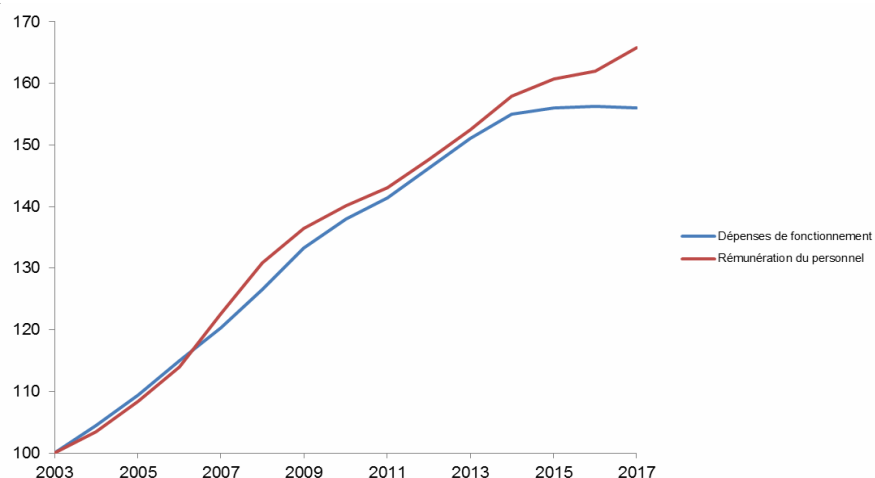
- Les dépenses des APUL représentent **11,1 %** du PIB en 2017 contre **8,6%** en 1983.
- Sur la période 1983-2013, les dépenses des APUL ont augmenté, en moyenne, plus rapidement que la richesse nationale (5%/an contre 4%/an).
- Depuis 2014, les dépenses des APUL ont ralenti en raison principalement de la baisse des investissements des collectivités et des intercommunalités. Néanmoins, les EPCI à fiscalité professionnelle unique s'inscrivent dans l'investissement avec pour 2018 une augmentation de 8,9 % des dépenses.
- Les EPCI à fiscalité professionnelle unique mettent en exergue un effet ciseau avec une augmentation plus importante des dépenses de fonctionnement (43,8 Md€ ; + 2,2 %) par rapport aux recettes de fonctionnement (38,6 Md€ ; + 1,6 %). Ceux-ci admettent une épargne de brute en diminution à hauteur de 2,5 %.

## E. La part prépondérante des dépenses de personnel dans l'évolution des charges globales

La décentralisation des compétences de l'état admet nécessairement une hausse des dépenses de fonctionnement et d'investissement. La hausse de 11,1 % par rapport au PIB s'explique par ce fait, mais elle n'en est pas exclusivement la cause. Les choix de gestion locaux en est le premier facteur.

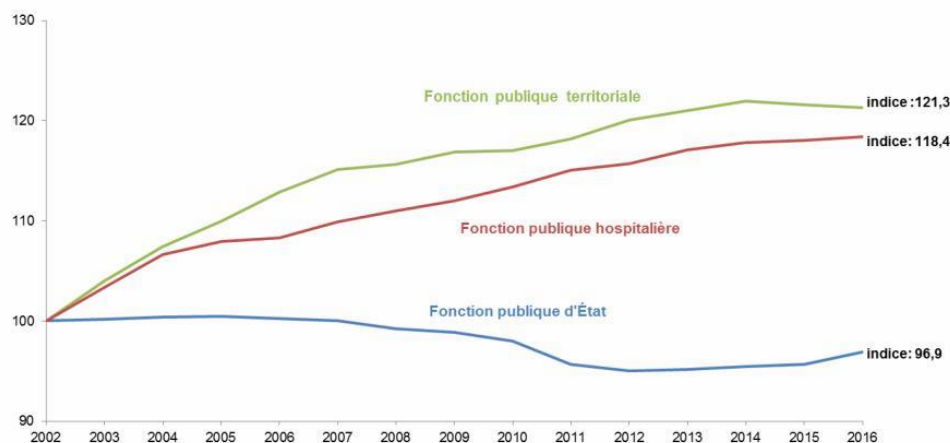
A la suite de l'acte II de la décentralisation (2003), les dépenses de personnel ont cru de 49 Md€ à 81,5 Md€ faisant fi d'une hausse de 68 %. C'est par une réduction des autres dépenses de fonctionnement que les APUL ont pu afficher une augmentation de 56 % entre 2003 et 2017 des dépenses globales de fonctionnement.





Source : Annexe jaune au PLF 2018

- Sur la période 2008-2017, les dépenses de personnel ont augmenté plus rapidement que les dépenses de fonctionnement pour l'ensemble des catégories de collectivités.
- Sur cette période, les dépenses de personnel des APUL sont passées de **64 Md€ à 81,5 Md€**.
- La période 2015 – 2017 admet une forte hausse aussi des dépenses de personnel.
- Depuis 2002, la progression des effectifs de la Fonction Publique Territoriale (FPT) est la plus importante.
- Le secteur communal (communes et interco.) emploie à lui seul près de **82%** des effectifs de la FPT.

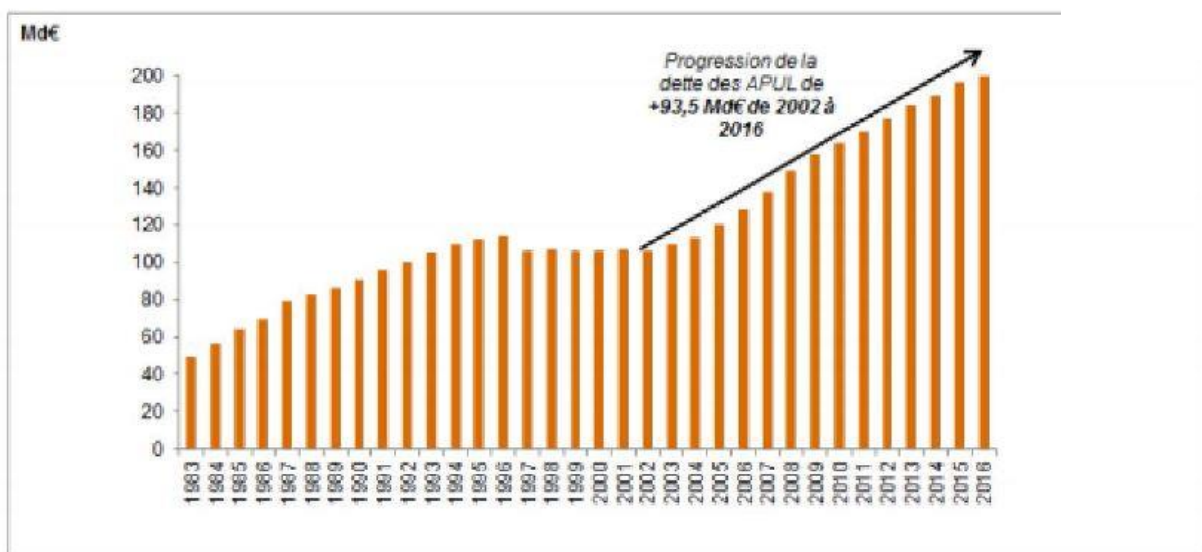


Source : Annexe jaune au PLF 2018

## F. Un encours de dette en forte augmentation

- Pour les APUL, la dette atteint près de **199 Md€** au troisième trimestre de 2018 (+ 95,4 Md€ par rapport à 2002). Cela représente 10 % de la dette publique de la France.
- Cet encours représente près de **80%** des recettes des collectivités.

La capacité de désendettement a augmenté : en 2018, **5,6 années** seraient nécessaires pour rembourser la totalité de l'encours de dette contre **3,2 années** en 2003. La capacité de désendettement affiche une meilleure santé que celle de 2016, due essentiellement à la rationalisation obligatoire des dépenses de fonctionnement.



Évolution de l'encours de dette de l'ensemble des APUL (1983-2016)

Source : INSEE

*A noter que la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 durcit la «règle d'or» en encadrant l'évolution des capacités de désendettement des collectivités locales et intercommunalités en fixant un ratio prudentiel de dette rapportée à la capacité d'autofinancement*

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a pour cadrage un déficit public de l'Etat inférieur à 3 %. Le solde structurel, le déficit épuré des éléments conjoncturels, est quant à lui fixé à 0,4 % la première année et un résultat de 0,6 % à la fin 2022.

L'objectif est de tendre à l'équilibre budgétaire en 2022 (-0,3 %) et de ramener le taux des dépenses publiques à 51 % du PIB de la même année.

Un grand plan d'investissement pluriannuel de 57 milliards d'euros sur 5 ans :

- 20 milliards d'euros pour la transition écologique,
- 15 milliards d'euros pour la formation, 13 milliards d'euros pour la compétitivité et l'innovation,
- 9 milliards d'euros pour le numérique,

est en œuvre depuis son annonce en septembre 2017 dans un contexte de remontée probable des taux d'intérêts bancaires.

Les chiffres clés de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 diffusés par le ministère de l'économie et des finances.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6 Md€	-5,2 Md€	-7,8 Md€	-10,4 Md€	-13,0 Md€

## G. Les transferts étatiques en baisse depuis 2014 : la CRFP puis la loi de finances 2019

En vue de respecter ses obligations budgétaires, la France a adopté lors de la loi de programmation des finances publiques (2014-2019) une réduction des dotations en faveur des collectivités. En plus des 1,5 Md€ de baisse en application du pacte de confiance et de responsabilité, 9,5 Md€ ont été défalqués des dotations d'intercommunalité annuelles jusqu'en 2017.

De manière à atténuer la baisse, les collectivités ont bénéficié d'une hausse des dispositifs de péréquations verticales (DSU, DSR), ainsi que ceux du soutien local (DETR, DSIL).

La contribution au redressement des finances publiques (CRFP) a été répartie par collectivité en fonction de leurs recettes de fonctionnement. La mesure n'a pas été reconduite en 2018 mais les montants de DGF ou le prélèvement de fiscalité de 2017 perdurent.

La loi de finances initiale 2019 s'inscrit dans un nouveau paradigme. En cumulant la réforme de la taxe d'habitation (exonération et compensation) et la réforme de la dotation d'intercommunalité, l'Etat met en œuvre une nouvelle ère des finances locales. L'année 2019 fait l'objet d'une économie de 26,9 Md€ pour le bloc communal et EPCI.

Jadis, la dotation d'intercommunalité fut calculée sur la base d'une dotation moyenne par habitant affectée à chaque catégorie d'EPCI. Désormais, la DGCL fusionne les enveloppes de dotation d'intercommunalité de chaque catégorie. Une communauté de communes à fiscalité professionnelle unique percevra en 2019 une dotation d'intercommunalité de 15,1€/hab faisant fi de la bonification supprimée. **A noter également que le Coefficient d'intégration fiscale (CIF) devient un indicateur essentiel, en ce sens que plus il tendra vers 0,6 plus la dotation d'intercommunalité sera valorisée. Pour illustrer, si le CIF de la 3CM était de 0,5 en 2019 (0,41 à ce jour), la dotation d'intercommunalité de la 3CM aurait été à l'identique de celle perçue en 2018.**

Dès lors, les grandes perdantes sont les communautés urbaines et les métropoles, à l'inverse les communautés de communes à fiscalité additionnelle percevront une augmentation moyenne de 14 %.

Cette évolution admet un impact considérable pour la dotation d'intercommunalité de la 3CM, d'autant qu'une partie de péréquation (70%) de la dotation d'intercommunalité aura pour variable le revenu par habitant. Néanmoins, la loi de finances de 2019 admet **une variation maximale négative de -5% de la dotation d'intercommunalité de l'année 2018, jusqu'à tendre vers la montant dévolu.**

Par ailleurs, la dotation de compensation sera amputée au vu des simulations faites, **à hauteur de 2,4 %** (compensation part salaire).

Enfin, la nouvelle ère s'achève par la réforme de la taxe d'habitation où les communes et l'EPCI se verront compenser ce dégrèvement soit par la taxe foncière des bâtis du département, soit par une part d'un impôt national. Alors que la dotation d'intercommunalité ainsi que tous les outils péréquateurs (DSR, DSU, DNP) reposent sur des ratios eux-mêmes assis sur le produit de la taxe d'habitation. De ce fait, ces ratios deviennent des référentiels obsolètes. En conséquence, les méthodes de répartition des dotations vont être bouleversées et des systèmes de garantie pluriannuels vont émerger au grand dam de la clarté des dotations retrouvées.

## Evolution de l'intercommunalité

---

### A. Le contexte de l'intercommunalité en Côtère

La 3CM, de par son arrêté préfectoral réactualisé du 19 octobre 2018, et son programme pluriannuel d'investissement délibéré en date du 7 septembre 2017, affirme sa vision du territoire intercommunal déclinée dans son projet de territoire.

La promulgation de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) modifie également le paysage intercommunal par le renforcement progressif des compétences que les intercommunalités doivent exercer.

A ce titre, après le transfert de la compétence partielle de l'assainissement, à savoir « l'assainissement collectif » au 4 avril 2016, la 3CM s'est dotée des compétences :

- gestion des milieux aquatiques et de la protection contre les inondations (GEMAPI),
- Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),
- commerce dont le périmètre d'intérêt communautaire a été défini.

L'année 2019 sera celle de l'étude et du choix de la gestion de la compétence de la distribution d'eau potable et de l'assainissement non collectif, en adéquation avec la loi du 3 août 2018.

### B. Le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)

La 3CM n'a pas été impactée par le schéma départemental de coopération intercommunale d'une part, et par une décision de non fusion avec la CCMP d'autre part.

# Etat des lieux 2018 et estimé 2019

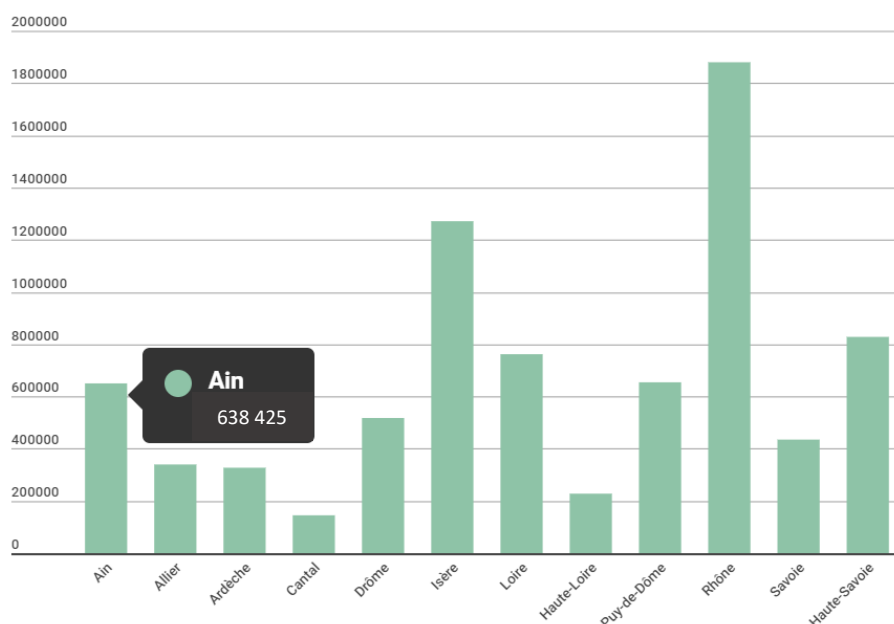
## A. Evolution de la population

Article du Progrès publié le 25 mai 2018 :

« L'Ain a gagné environ 71 700 habitants en l'espace de 10 ans et 34 600 sur 5 ans. Au 1er janvier 2016, le département comptait ainsi 638 425 âmes ».

Résultat : par son rythme de croissance démographique (+1,1 % par an en moyenne entre 2011 et 2016 contre 0,7 % au niveau régional et 0,4 % au niveau national), l'Ain se classe deuxième derrière la Haute-Savoie (+1,4 %) et septième de la France métropolitaine.

Le nombre d'habitants sur le territoire de la 3CM est estimé à 25 100 habitants (source Ministère de l'Intérieur DGCL du 26 juin 2018).



## B. La fiscalité intercommunale

### Principe de solidarité fiscale communes et communauté de communes

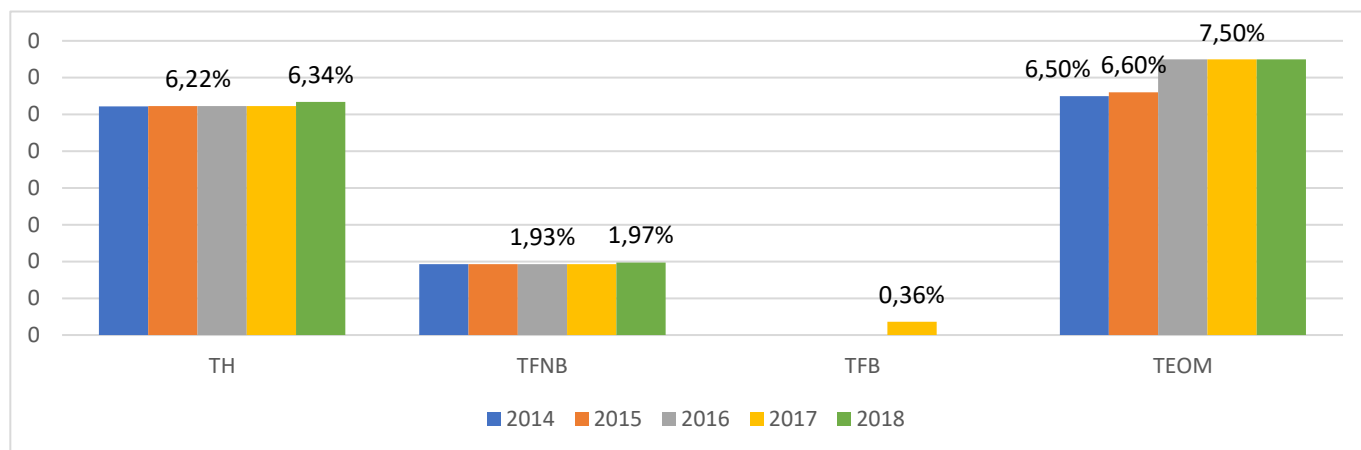
La 3 CM a opté pour le régime de fiscalité le plus intégré. Dès lors, elle est soumise au régime de la fiscalité unique. Aussi, les taux de fiscalité communaux et intercommunaux doivent pouvoir évoluer de manière coordonnée et conjointe.

La 3 CM, par son régime fiscal intégré, prélève une part de la fiscalité ménage et de la fiscalité économique.

## 1) La fiscalité ménage

La 3CM vote ses propres taux sur la taxe d'habitation, sur le foncier bâti et non bâti et enfin la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Sur les impôts ménages, hors taxe d'enlèvement des ordures ménagères, les taux fixés par l'intercommunalité s'additionnent aux taux communaux et départemental.

Evolution des taux de fiscalité ménage 2014-2018



## 2) La fiscalité économique

### Définition :

La contribution économique territoriale (CET) est composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

La cotisation foncière des entreprises (CFE) est assise sur la seule valeur locative des biens soumis à la taxe foncière. Les équipements et biens mobiliers ainsi que les recettes ne sont plus imposés. La communauté de communes fixe le taux de CFE : 20,00 %

La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires (CA) excède 152 500 €. Toutes ces entreprises sont soumises à une obligation déclarative.

Par ailleurs, certains redevables exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications doivent désormais s'acquitter d'une imposition spécifique, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par les établissements ouverts postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1960, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 € hors taxes et qui :

- Ont une surface commerciale de plus de 400 m²,
- Ou, quelle que soit leur surface commerciale, sont exploités sous une enseigne commerciale appartenant à une tête de réseau dont la surface cumulée des établissements est supérieure à 4 000 m².

### Synthèse des produits économiques 2018

La 3CM perçoit l'impôt économique mais ne peut pas agir sur les produits de CVAE, TASCOM et IFER dans la mesure où elle ne fixe pas le taux.

### **3) Synthèse des produits fiscaux et reversements**

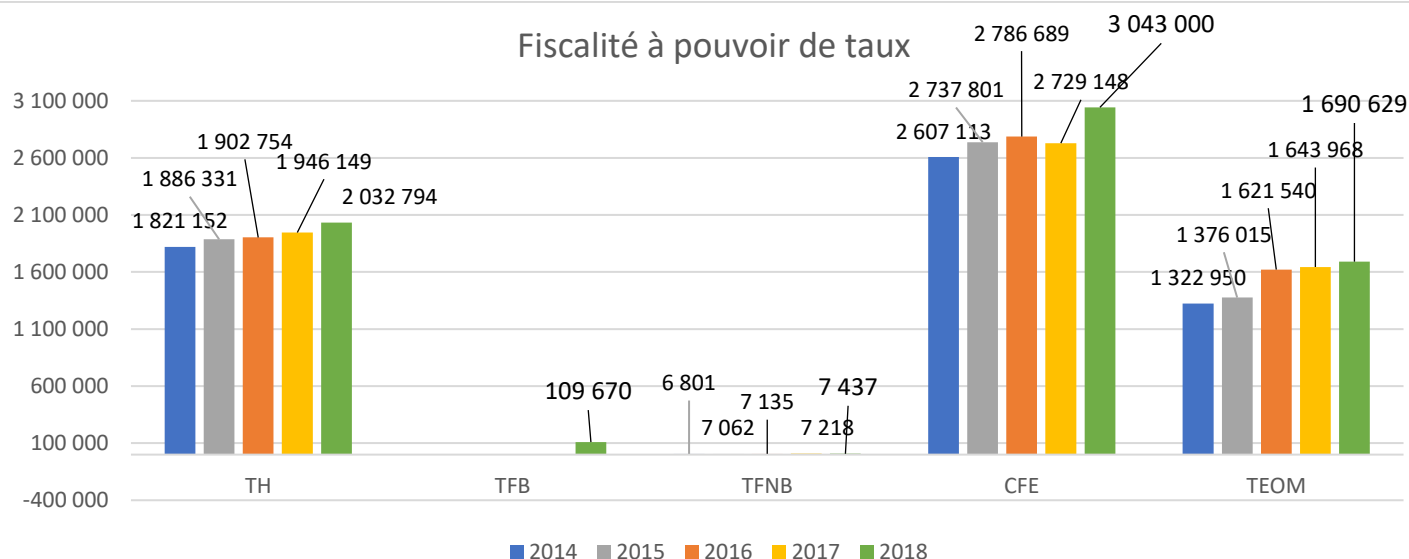
Le produit de fiscalité de 2018, d'un montant de 11 129 773 € est soumis à des prélèvements d'Etat pour 845 017 € entre le reversement au titre du FNGIR (503 672 €) et du FPIC (341 345 €). Ainsi le produit fiscal net est de 10 284 756 € en 2018.

La loi de finances 2019, amendée à l'Assemblée nationale, a modifié la répartition du produit des IFER relatives à l'installation d'éoliennes. Jadis, la répartition de ce produit fiscal était de 30 % pour le département et 70 % pour l'EPCI où est implantée l'installation. Désormais, la commune se voit recevoir 20 % du montant de l'IFER perçu sur leur territoire. L'objectif étant de dynamiser l'installation d'éoliennes. Cependant, l'article 1609 quinquies modifié prévoit que la commune concernée peut reverser une part de ce produit à l'EPCI. Cette modification n'a d'incidence que pour les installations à venir, après le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

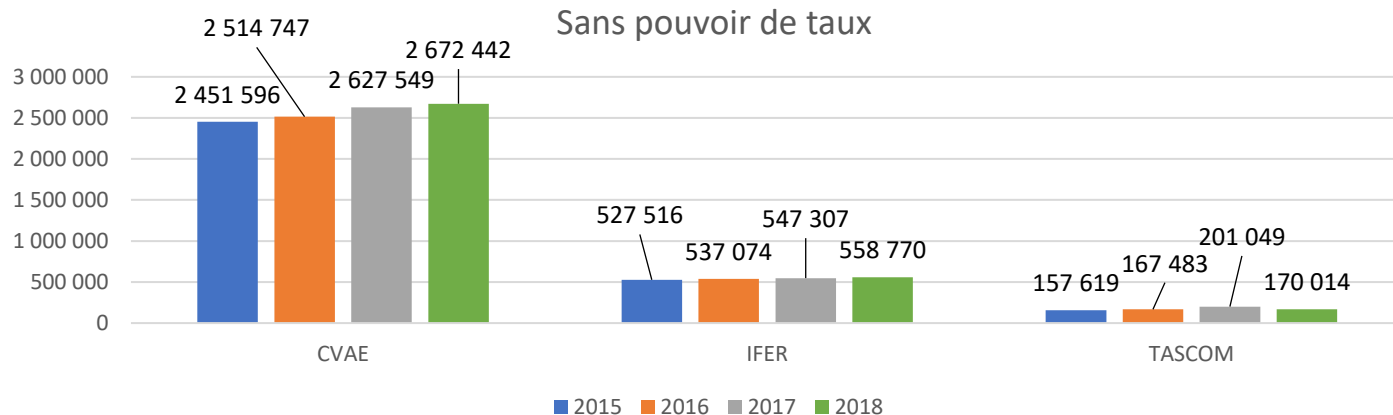
Le tableau ci-dessous permet d'appréhender les produits fiscaux (à pouvoir de taux et sans pouvoir de taux) perçus par la 3 CM, les reversements au profit de l'Etat au titre de la péréquation, le montant de l'attribution de compensation ainsi que celui de la DSC, reversés aux communes du territoire.

	Imputation budgétaire	Taxes	2014 pour mémoire	2015	2016	2017	2018	Ecart 2017-2018
Fiscalité à pouvoir de taux	73111	TH	1 821 152 €	1 886 331	1 902 754	1 946 149	2 049 367	5%
		TFB	0	0	0	0	110 564	
		TFNB	6 801	7 062	7 135	7 218	7 498	4%
		CFE	2 607 113	2 737 801	2 786 689	2 729 148	3 067 809	12%
	7331	TEOM	1 322 950	1 376 015	1 621 540	1 643 968	1 690 629	3%
Sans pou- voir de taux	73112	CVAE	2 382 054	2 451 596	2 514 747	2 627 549	2 672 442	2%
	73114	IFER	517 026	527 516	537 074	547 307	558 770	2%
	73113	TASCOM	161 469	157 619	167 483	201 049	170 014	-15%
<b>Total recettes fiscales</b>			<b>8 818 565</b>	<b>9 143 940</b>	<b>9 537 422</b>	<b>9 702 388</b>	<b>10 327 093</b>	<b>+ 582 k€</b>
Reversements	73921	Attribution de compensa- tion	3 132 803	3 132 803	3 132 803	3 132 803	3 132 803	0%
		Dotation de solidarité communau- taire	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	0%
	73923	FNGIR	503 672	503 672	503 672	503 672	503 672	0%
	73925	FPIC	127 906	183 332	284 343	356 447	341 345	-4%
	<b>Total</b>		<b>4 064 381</b>	<b>4 119 807</b>	<b>4 220 818</b>	<b>4 292 922</b>	<b>4 277 820</b>	<b>- 15 k€</b>

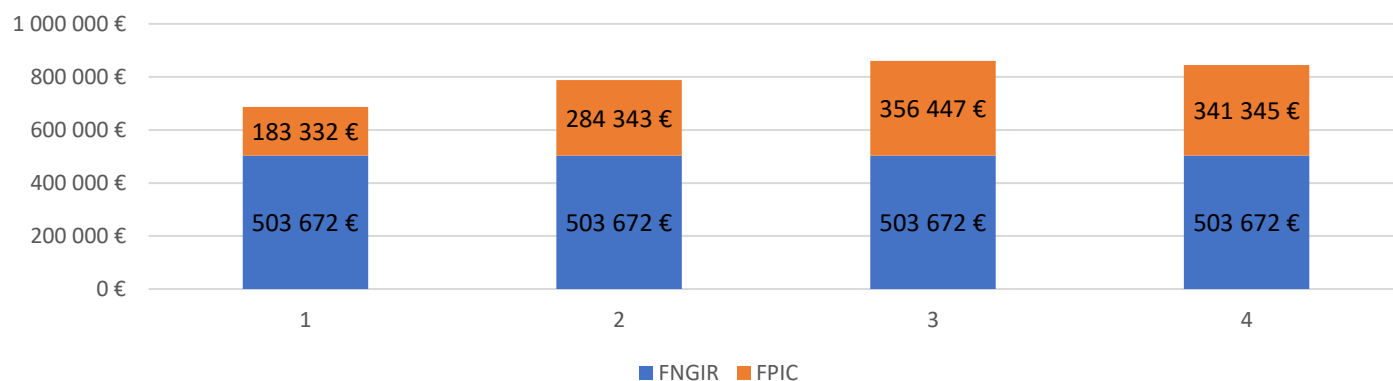
### Fiscalité à pouvoir de taux



### Sans pouvoir de taux



### Reversement





## L'attribution de compensation

### Définition de l'attribution de compensation (ADCF)

Dispositif de reversement au profit des communes membres destiné à neutraliser le coût des transferts de compétence :

- Dépenses obligatoires des communautés ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU).
- Elle correspond, schématiquement, à la différence entre le produit de la FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU et le montant des charges des compétences transférées.
- Elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges.

La 3CM reverse aux communes du territoire un montant de 3 132 803 € chaque année. Ce montant a été calculé lors du changement de fiscalité intercommunale.

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION ANNUELLE	VERSEMENT MENSUEL
BALAN	619 256,24 €	51 604,69 €
BELIGNEUX	217 459,60 €	18 121,63 €
BRESSOLLES	80 015,70 €	6 667,98 €
LA BOISSE	682 528,20 €	56 877,35 €
DAGNEUX	741 885,08 €	61 823,76 €
MONTLUEL	704 111,88 €	58 675,99 €
NIEVROZ	87 546,08 €	7 295,51 €
PIZAY	- 2 964,53 €	
SAINTE-CROIX	- 4 440,60 €	

Le montant de l'attribution de compensation reste figé sans transfert de charges supplémentaires entre les communes et l'intercommunalité.

- **La dotation de solidarité communautaire**

La 3CM reverse à ses communes membres la DSC pour un montant de 300 000 €.

Pour rappel, l'architecture générale de la 3CM est composée de 5 grands sous-ensembles :

- Une part fixe,
- La population,
- Les effectifs scolaires,
- L'effort fiscal,
- Le potentiel fiscal.

A noter que la DSC est obligatoire pour les communautés de communes ayant souscrit à un contrat de ville tout en n'ayant pas élaboré leur pacte fiscal et financier dans l'année suivant la signature. La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dispose que la dotation est répartie selon des critères de péréquation en fonction de l'écart du revenu par habitant de la commune

au revenu moyen par habitant de l'EPCI ; et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI. Ainsi, il conviendra d'élaborer ce pacte fiscal et financier.

- **L'évolution du FPIC**

Le FPIC est un fonds de péréquation horizontale destiné à réduire les écarts de richesse entre les ensembles intercommunaux constitués des communes et de leur EPCI (le bloc local).

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le bloc local. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

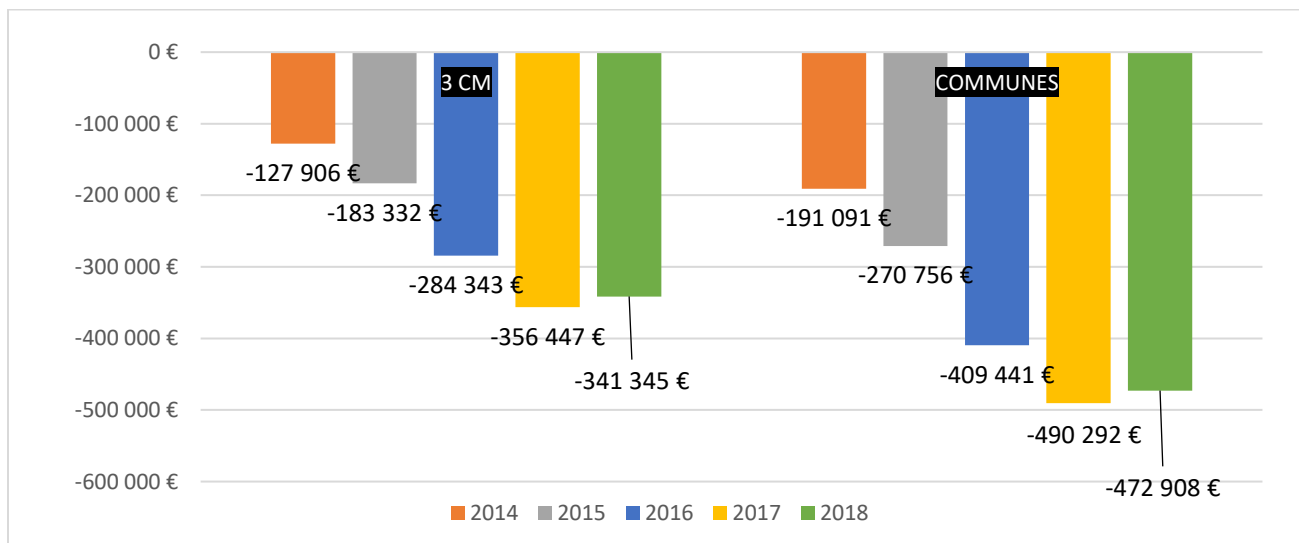
La loi de finances pour 2019 gèle de nouveau la montée en charge du FPIC à 1 milliard d'euros.

Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Enveloppe nationale (en millions d'euros)	150	360	570	780	1 000	1 000	1 000	1 000
Evolution		140 %	58 %	37 %	28 %	0 %	0 %	0 %

Concernant la 3CM, le tableau et les graphiques ci-dessous déterminent les montants du FPIC du bloc local versés de 2014 à 2018.

FPIC	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017
3 CM	-127 906 €	-183 332 €	-284 343 €	- 356 447 €	-341 345 €	-4,24%
COMMUNES	-191 091 €	-270 756 €	-409 441 €	- 490 292 €	-472 908 €	-3,55%
<b>TOTAL</b>	<b>-318 997 €</b>	<b>-454 088 €</b>	<b>-693 784 €</b>	<b>- 846 739 €</b>	<b>-814 253 €</b>	<b>-3,84%</b>



- **Le FNGIR**

Pour compenser les effets de la suppression de la taxe professionnelle, a été mis en place un fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales (FNGIR).

Le FNGIR est un mécanisme de redistribution horizontale des ressources.

La 3CM est contributrice à hauteur de 503 672 € chaque année.

#### **4) Les dotations versées par l'Etat en 2018**

La DGF des EPCI comporte deux composantes : la dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base et d'une dotation de péréquation, et la dotation de compensation.

Le contexte économique national conduit l'Etat à réduire chaque année l'enveloppe nationale dédiée aux dotations soit pour 2018 : - 24 451 €.

- La dotation d'intercommunalité

Elle est prévue à l'article L. 5211-28 du CGCT.

Les montants de dotation d'intercommunalité perçus par la 3CM depuis 2014 :

	2014	2015	2016	2017	2018	Ecart 2018/2017
<b>Total dotation d'intercommunalité</b>	535 325 €	354 297 €	164 285 €	63 212 €	38 761 €	- 25 K€

- La dotation de compensation

Depuis la loi de finances de 1999, les modalités de calcul de la base d'imposition de la taxe professionnelle ont été modifiées en supprimant progressivement la part salaire. La perte de bases qu'ont connue les collectivités a été compensée par l'Etat pour les communautés, par l'institution d'un concours particulier : la dotation de compensation.

La loi de finances 2019 fait apparaître une diminution de 2,4 % de la part salaire de la dotation de compensation, soit un manque à percevoir de 29 930 €.

	2014	2015	2016	2017	2018	Ecart 2018/2017
<b>Total dotation de compensation</b>	1 365 943 €	1 336 132 €	1 310 277 €	1 273 868 €	1 247 267 €	- 27 K€

## 5) L'endettement

- Evolution de l'encours de la dette de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>CRD</b>	11 251 350 €	10 520 310 €	11 747 667 €	10 880 337 €	9 483 843 €
<b>Intérêts</b>	357 022 €	333 329 €	360 703 €	307 938 €	283 683 €

- L'épargne brute et la capacité d'autofinancement

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes réelles de fonctionnement	11 733 174 €	12 063 049 €	12 409 303 €	13 452 135 €	13 359 866 €
Dépenses réelles de fonctionnement	8 966 617 €	9 595 350 €	10 273 190 €	10 491 883 €	11 129 264 €
Epargne brute	2 766 557 €	2 467 699 €	2 136 113 €	2 960 583 €	2 230 602 €
Epargne nette	2 035 553 €	1 687 439 €	1 264 745 €	2 081 583 €	1 317 798 €
Capital des emprunts	731 004 €	780 260 €	871 368 €	878 669 €	912 804 €

## 6) Les ressources humaines

- Masse salariale

En 2018, la masse salariale prévisionnelle était de 2 628 530 €, sont incluses dans ce montant les cotisations d'assurance, les tickets restaurant et la hausse de la valeur du point.

Le calcul de ce montant permet un reversement à hauteur de 371 638 € aux budgets annexes de l'assainissement et de l'eau pour les charges de personnel :

- 328 864 € pour l'assainissement
- 42 774 € pour l'eau :

- Actions sociales

En 2013, une subvention au COS est versée à hauteur de 0,3 % de la masse salariale.

- Télétravail

La collectivité a mis en place le télétravail depuis le 9 décembre 2017.

Sur l'exercice 2018, cinq agents exercent le télétravail de façon régulière à hauteur d'une journée par semaine.

A noter que deux autres agents ont utilisé cette modalité ponctuellement.

- Schéma de mutualisation

L'exercice 2018 aura vu la mise en œuvre du Règlement général de protection des données (RGPD), d'un emploi nouveau mutualisé avec la commune de Pizay. L'année 2019 sera celle de la préparation de la mutualisation des services RH et comptabilité pour 2020 (3CM/Pizay).

# Perspectives 2019

## A. Perspectives nationales

### 1) La contribution des collectivités à l'effort de réduction des déficits publics et de maîtrise de la dépense publique.

Pour mémoire, la contribution au redressement des finances publiques a demandé aux collectivités un effort de 11,5 Md€ entre 2014 et 2017.

	2014	2015	2016	2017	Cumul
Évolution en Mds €	-1,50	-3,67	-3,67	-2,67	-11,50

De plus, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ne prévoit plus de réduction automatique des concours financiers de l'Etat alloués aux collectivités territoriales pour atteindre l'objectif fixé.

En revanche, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 fixe un objectif de réduction de 3,60 points du ratio des dépenses publiques. Le gouvernement entend donc décroître le ratio de dette et décélérer l'augmentation des dépenses publiques par un effort de 13 milliards d'euros sur les collectivités locales étalé de la manière suivante :

Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	2018	2019	2020	2021	2022
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13,0

Il s'agit d'un effort annuel de 2,6 Md€/an pour les collectivités territoriales, soit 26 % de l'effort global demandé à l'ensemble des administrations sur 50 Md€. Cette prévision est basée sur un ralentissement de l'investissement au motif des échéances électorales 2020, estimée à une baisse de 1,6 % des dépenses.

Dès lors, l'effort demandé se traduit par un double objectif :

- de limitation de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à + 1,2 %/an inflation comprise ;
- de la réduction du besoin de financement de 2,6 Md€/an pour arriver à un désendettement total de 13 Md€.

A ce titre, à partir de 2019, l'article 13 dispose que l'ensemble des collectivités territoriales et des EPCI soumis à l'obligation d'organiser un Débat d'Orientation Budgétaire doivent présenter leurs objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur,
- L'évolution du besoin de financement annuel (emprunts minorés des remboursements).

A noter que ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

La loi de programmation précise que des contrats de confiance avec le préfet s'adresseront à toute collectivité désireuse d'entrer dans cette démarche et obligatoirement les collectivités suivantes :

- Les Régions,
- Les collectivités de Corse, Martinique et de Guyane,
- Les Départements,
- La Métropole de Lyon,
- Les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses du budget principal en 2016 excèdent 60 millions d'euros.

Ces contrats visent à déterminer les objectifs et les modalités d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement.

Un système de malus ou de bonus (baisse ou hausse des dotations) est prévu pour toutes les collectivités en fonction des résultats obtenus.

**La 3CM n'est donc pas concernée directement et immédiatement.**

Par ailleurs, l'article 24 encadre strictement l'endettement des collectivités suivantes :

- Entre 11 et 13 années pour les communes supérieures à 10 000 habitants et pour les EPCI supérieurs à 50 000 habitants,
- Entre 9 et 11 années pour les Départements et la Métropole de Lyon,
- Entre 8 et 10 années pour les Régions, les collectivités de Corse, de Guyane et de Martinique.

**Sur ce point également, la 3CM n'est pas impactée.**

## ***2) La suppression progressive de la taxe d'habitation***

L'article 3 de la loi de finances 2018 instaure une réforme de la taxe d'habitation en ajoutant aux exonérations existantes un nouveau dégrèvement qui permettrait à 80 % des redevables d'être dispensés de paiement de taxe d'habitation en 2020 de manière progressive :

- 30 % en 2018,
- 65 % en 2019,
- 100 % en 2020.

A noter que le dégrèvement pris en charge par l'Etat prendra comme référence le taux appliqué en 2017. Dès lors, l'augmentation de 2018 portée à 6,64 % ne sera pas prise en compte dans le calcul de la compensation. Seul un travail sur les bases fiscales, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs locatives cadastrales, peut permettre d'accroître le produit de la fiscalité. Ce travail permet en outre d'apporter davantage d'équité fiscale sur le territoire afin de palier l'obsolescence des valeurs locatives actuelles.

Par ailleurs, les scénarios envisagés pour compléter le manque à gagner serait soit d'allouer la part de taxe foncière du département au bloc communal à due concurrence des recettes autrefois perçues par la TH, soit en leur allouant une part d'impôt national. Dans le premier scénario, deux hypothèses se profilent en admettant pour l'une d'entre elles de transférer la fiscalité des bâtis uniquement aux communes. Dès lors, le seul levier fiscal d'un EPCI sera la Cotisation foncière des entreprises (CFE).

Cette hypothèse créera indubitablement une tension intercommunale où l'EPCI investira. En effet, l'aménagement du territoire effectué par l'EPCI engendrera une augmentation des bases fiscales du bâti dans la commune concernée. De fait, une accentuation des inégalités entre communes sur le territoire intercommunal verra le jour. Le pacte fiscal et financier deviendra une nécessité à laquelle nous ne pourrions déroger.

Il est à noter que le pacte fiscal devient désormais un outil obligatoire de solidarité.

### **3) Exonération de cotisation minimum de CFE pour les redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires**

A partir de 2019, les entreprises imposées à la base minimum et réalisant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5000 € seront exonérées de cotisation minimum de CFE (*art. 1647 D du CGI*).

Au niveau national, un million de redevables CFE sont concernés, soit un quart de l'ensemble des redevables de CFE.

**Cette exonération sera compensée par l'Etat.**

### **4) Le FPIC**

La loi de finances de 2019 propose de stabiliser le montant du volume global du FPIC à 1 milliard d'euros, enveloppe en vigueur depuis 2016.

Néanmoins, jusqu'à présent, les contributions des ensembles intercommunaux ne pouvaient excéder 13,5 % des ressources des communes et de l'EPCI.

La loi de finances de 2019 relève ce seuil à 14 %, ce qui représente pour la 3CM une **hausse estimée à 14 300 €** environ à ressources constantes.

### **5) Autre variable d'ajustement**

La loi de finances 2019 inclut dans le calcul du CIF les redevances d'assainissement en 2020 et de distribution d'eau en 2026. Dès lors, l'augmentation du CIF permet de favoriser la dotation d'intercommunalité de la 3CM.

De plus, la compensation relative à la suppression de la taxe professionnelle va baisser en proportion des recettes réelles de fonctionnement de l'année n-2 et dans la limite de 0,06 %.

## B. Les orientations budgétaires 2019

Les projets de budget 2019 s'inscrivent d'une part dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution des recettes et sur les conséquences financières de l'exercice des nouvelles compétences et, d'autre part, dans un projet de territoire permettant de renforcer la dynamique et la cohésion de notre espace, de s'inscrire dans la modernité et de prendre en main notre avenir.

Les orientations budgétaires 2019 traduisent la volonté de la 3CM de maintenir une capacité financière d'actions dans une trajectoire pluriannuelle de maîtrise de dépenses de fonctionnement et de soutien à l'investissement favorable à l'économie et à l'attractivité du territoire.

Ces investissements sont adossés à un programme pluriannuel d'investissement (PPI) de 38 300 k€ dont 24 445 k€ en budget général sur la période de 2017 à 2022, auquel pourraient s'ajouter des investissements liés aux nouvelles compétences d'une part et des charges de fonctionnement d'autre part.

En effet, lors de la réalisation du PPI, les coûts induits par les compétences telles que :

- Le PCAET,
- Le RGPD,
- Le commerce (définition de l'intérêt communautaire),
- Le logement,

n'avaient pas été identifiés.

*Les estimations de recettes ont été élaborées à partir du texte du projet de loi de finances initial pour 2019. Ces éléments sont donc toujours susceptibles d'évoluer. Les estimations du coefficient de revalorisation des valeurs locatives étant de 2,5 %, les présentes estimations se basent sur une hausse de 1,5 %.*

### ○ Des recettes issues de la fiscalité

Les recettes fiscales sont évaluées pour l'année 2019, à **8 672 424 €**, en hausse de 0,42 % par rapport à 2018, à taux de fiscalité identique répartis comme suit :

- **5 743 7 €** au titre de la cotisation économique territoriale (CET), partagés entre 2 parts :
  - a. Part 1 : la CFE pour 3 017 809 € (3 043 000 € perçus en 2018 ; - 1,6 %),
  - b. Part 2 : la CVAE pour 2 725 891 € (2 672 442 € perçus en 2018 ; + 2 %).
- **2 080 108 €** (+ 1,5 %) au titre de la TH correspondant à la revalorisation des bases d'imposition,
- **60 000 €** au titre des allocations compensatrices,
- **112 222 €** au titre de la taxe sur le foncier bâti (109 670 € perçus en 2018 mais non prévu au DOB 2018 ; + 1,5 %).
- **7 610 €** au titre de la taxe sur le foncier non bâti (7 437 € perçus en 2018 ; 1,5 %).
- **558 770 €** (+ 0 %) issus de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).



En effet, une révision de son assiette a été mise en œuvre par l'article 49 de la loi de finances rectificative de décembre 2017 :

- Afin de tenir compte de l'érosion progressive du nombre de lignes cuivre en service due au déploiement de nouveaux réseaux plus performants (en fibre optique jusqu'à l'abonné et en câble coaxial) permettant l'accès au Très Haut Débit (fixe).
- Pour être en conformité avec le droit européen. L'absence d'imposition sur les technologies alternatives au cuivre peut être assimilée à une aide d'État au sens du droit de la concurrence de l'Union Européenne. Une plainte a déjà été déposée en ce sens auprès de la Commission Européenne.
- **170 014 €** (+ 0 %) de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

○ **Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**

Le montant est figé à celui de 2018 soit **503 672 €**.

○ **Dotations d'Etat : la réduction se poursuit**

Comme évoqué dans l'exposé sur les perspectives nationales, il est demandé un effort de 13 milliards d'euros sur les collectivités.

Au niveau local, l'impact pour la 3 CM est le suivant :

○ **Dotation d'intercommunalité**

ANNEE	DOTATION INTERCOMMUNALITE	CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES	MONTANT PERCU	BAISSE EN %
2014	614 821 €	- 79 496 €	535 325 €	
2015	545 524 €	- 191 227 €	354 297 €	- 33,81 %
2016	353 848 €	- 189 563 €	164 285 €	- 53,63 %
2017	158 988 €	- 95 776 €	63 212 €	- 61,52 %
2018	38 761 €	0	38 761 €	- 45,44 %
2019	36 823 €	0	36 823 €	- 5,00 %

(\*) Estimation : Les données réelles seront connues 2<sup>ème</sup> quinzaine de mai 2019.

○ **Dotation de compensation**

ANNEE	MONTANT PERCU
2014	1 365 943 €
2015	1 336 132 €
2016	1 310 277 €
2017	1 273 868 €
2018	1 247 267 €
2019	1 217 333 €

(\*) Estimation loi de finances initiale constante

Au final, les recettes issues de la fiscalité, les dotations d'Etat et compensations fiscales permettraient, en 2019, de maintenir les ressources sensiblement au même niveau que 2018.

En milliers d'euros	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (prévision)	Evolution 2018 -2019 en %
Recettes fiscales (hors TEOM)	7 495 615 €	7 767 925 €	7 915 882 €	8 058 420 €	8 636 464 €	8 672 424 €	0,42%
Dotation de compensation	1 365 943 €	1 336 132 €	1 310 277 €	1 273 868 €	1 247 267 €	1 217 333 €	-2,40%
FNGIR	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	0,00%
FPIC	-127 906 €	-183 332 €	-284 343 €	-356 447 €	-341 345 €	-354 555 €	3,87%
<b>SOUS TOTAL FISCALITE</b>	<b>8 229 980 €</b>	<b>8 417 053 €</b>	<b>8 438 144 €</b>	<b>8 472 169 €</b>	9 038 714 €	9 031 530 €	-0,08%
Compensation des exonérations	66 304 €	74 407 €	56 418 €	81 213 €	84 628 €	60 000 €	-29,10%
Dotation d'intercommunalité	535 325 €	354 297 €	164 285 €	63 212 €	38 761 €	36 823 €	-5,00%
<b>SOUS TOTAL DOTATIONS ET COMPENSATIONS</b>	<b>601 629 €</b>	<b>428 704 €</b>	<b>220 703 €</b>	<b>144 425 €</b>	123 389 €	96 823 €	-21,53%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES, DOTATIONS ET COMPENSATIONS</b>	<b>8 831 609 €</b>	<b>8 845 757 €</b>	<b>8 658 847 €</b>	<b>8 616 594 €</b>	9 162 103 €	9 128 353 €	-0,37%
<b>TEOM</b>	<b>1 322 950 €</b>	<b>1 376 015 €</b>	<b>1 621 540 €</b>	<b>1 639 961 €</b>	1 690 629 €	1 715 988 €	1,50%
<b>Total général</b>	<b>10 154 559 €</b>	<b>10 221 772 €</b>	<b>10 280 387 €</b>	<b>10 256 555 €</b>	10 852 732 €	10 844 341 €	-0,08%

## C. Décisions en matière de taux

L'évolution des taux sera proposée lors du vote du budget. Sont recensées ci-après les principales taxes perçues par la 3 CM :

- La taxe d'habitation à 6,34 %,
- La taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,97 %,
- La taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,36 %,
- La CFE à 20,00 %,
- La TEOM à 7,50 %,

La taxe GEMAPI pour un produit fiscal de 353 500 € a déjà été votée en octobre 2018.

La loi de finances de 2019 prévoit que le produit de la TEOM ne doit pas dépasser le montant des **charges et des investissements en lien avec le service. Une attention toute particulière est portée à ce que l'achat des immobilisations et des amortissements afférant ne soit pas doublement comptabilisés dans le calcul. Dès lors, la loi de finances instaure un taux plafond qu'il conviendra de vérifier.**

Enfin, compte-tenu de la disparition du levier fiscal de la taxe d'habitation et, peut-être, de la TF, l'unique pouvoir fiscal sera la CFE. La 3CM n'aura que très peu d'autonomie fiscale. Une question découle de ce constat : sur quelles bases sera assise la taxe GEMAPI ?

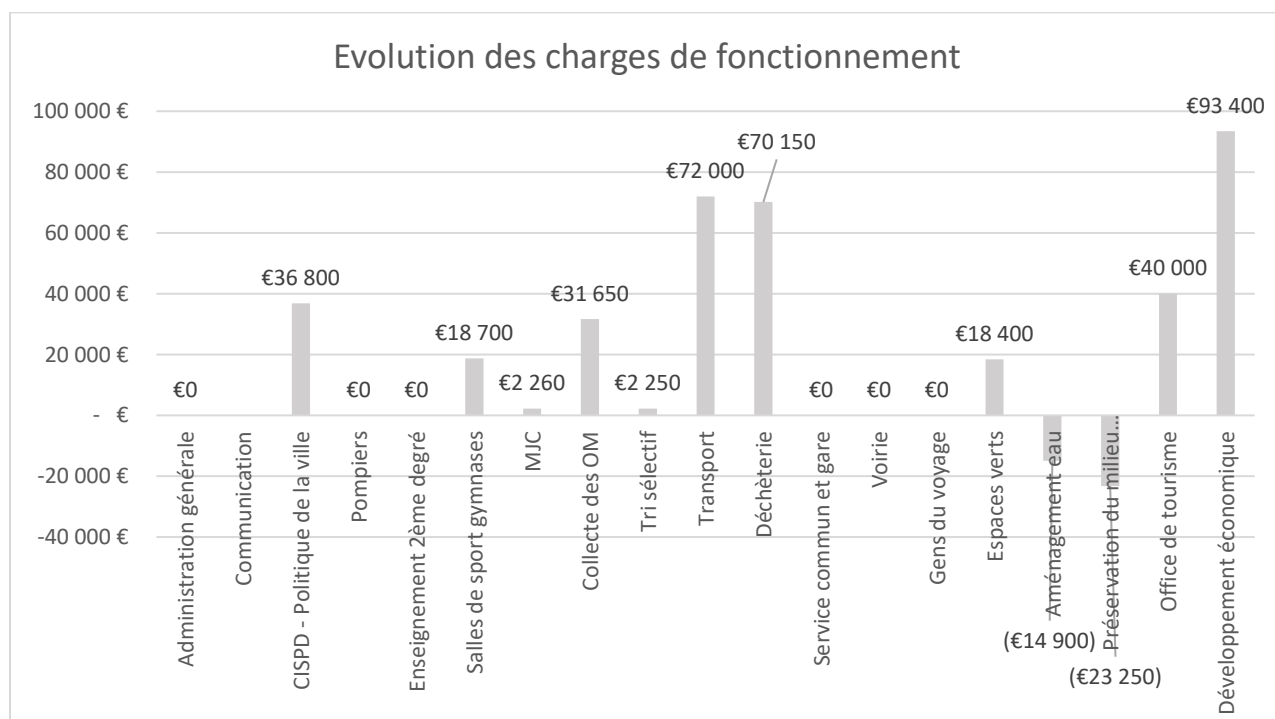
## D. Les dépenses de fonctionnement pour 2019

### ○ Les charges à caractère général

Il s'agit des dépenses classiques de fonctionnement hors charges financières liées au coût des emprunts. L'évolution est importante puisque nous avons mis en œuvre l'ensemble des dispositifs inclus dans notre PPI, notamment le PCAET, le plan commerce, le plan tourisme, la mise en œuvre des actions de mobilité, la pépinière d'entreprises et la préparation du transfert de l'eau. Il est proposé une hausse de 9,1 % telle que présentée ci-dessous.

Fonction	Libellé	Pour mémoire 2018	Prévisionnel 2019	Observations
020	Administration générale	280 000 €	280 000 €	
023	Communication	100 000 €	115 000 €	La hausse s'explique par divers supports de communications actualisés.
110	CISPD - Politique de la ville	116 200 €	153 000 €	La hausse s'explique par la maintenance des dispositifs de vidéosurveillance, de la médiation externalisée et des formations.
113	Pompiers	25 800 €	25 800 €	
22	Enseignement 2ème degré	23 550 €	23 550 €	
411	Salles de sport gymnases	255 300 €	274 000 €	La hausse s'explique par l'étude urbaine ainsi qu'une augmentation des transports collectifs.
414	MJC	20 340 €	22 600 €	La hausse s'explique par l'augmentation des consommables (eau/asst) constaté en 2018, repris en 2019.
812	Collecte des OM	989 600 €	1 021 250 €	La hausse s'explique par l'augmentation du coût à la tonne et de l'habitant d'Organom d'une part et par l'augmentation du prix du gasoil.
813	Tri sélectif	318 250 €	320 500 €	Pris en compte des nouveaux tarifs de collecte et de tri avec l'hypothèse d'un tonnage plus important, ainsi que le coût du gasoil.
815	Transport	75 000 €	147 000 €	Etude de fonctionnement sur le TAD, mise en place du TAD, la location des bornes des VAE.

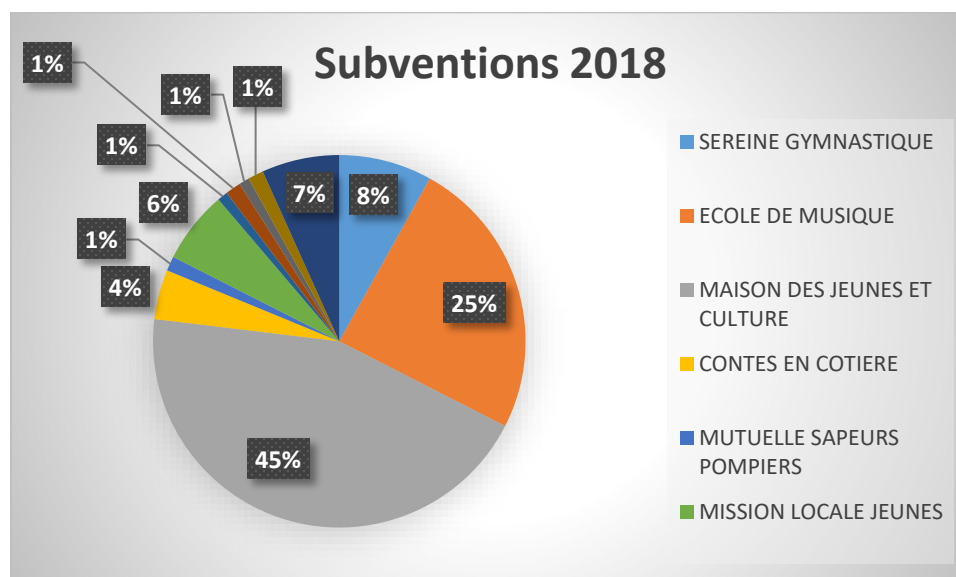
816	Déchèterie	332 850 €	403 000 €	La hausse s'explique par la forte augmentation du tonnage de 15%, le traitement des déchets verts non remis à la STEP, le coût de traitement des déchets spéciaux (amiante et arrêt de la collecte par l'éco-organisme).
820	Service commun et gare	30 200 €	30 200 €	
822	Voirie	153 300 €	153 300 €	
824	Gens du voyage	85 000 €	85 000 €	
823	Espaces verts	69 600 €	88 000 €	La hausse s'explique par une prestation de service et une augmentation des coûts du carburant
831	Aménagement eau	51 900 €	37 000 €	Rationalisation des charges.
833	Préservation du milieu naturel	139 450 €	116 200 €	Rationalisation des charges.
95	Office de tourisme	120 000 €	160 000 €	La hausse est due au lancement du magazine et à sa publication, ainsi que l'étude sur le Lac Neyton.
90	Développement économique	100 000 €	178 400 €	La hausse s'explique par l'entretien courant, les équipements nouveaux, les consommables de la Pépinière, mais aussi des équipements supplémentaires du Coworking,
<b>TOTAL</b>		<b>3 286 340 €</b>	<b>3 633 800 €</b>	



○ **Les subventions**

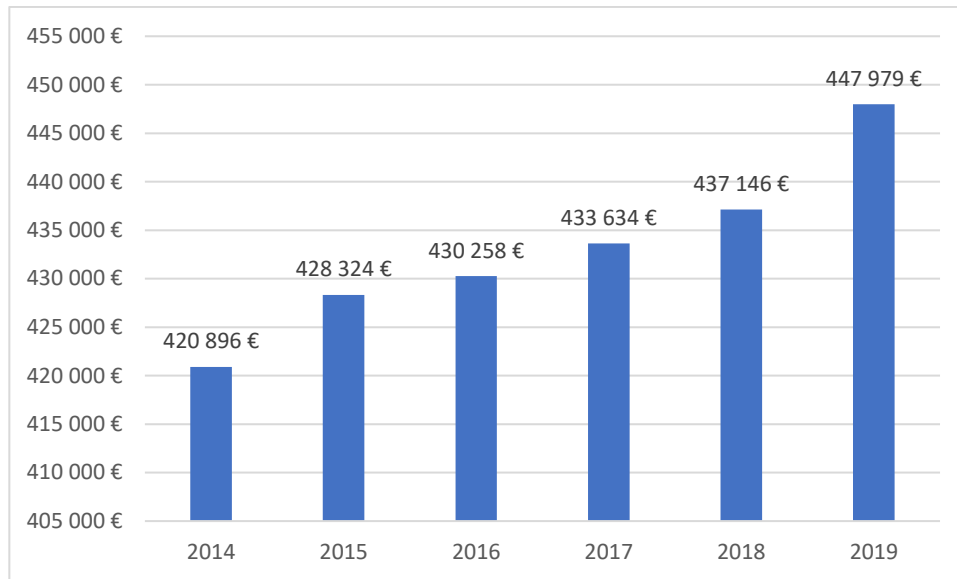
Il est proposé de réajuster le montant des subventions et de faire évoluer à hauteur d'un plafond de 6 %. Il s'agit d'un premier réajustement depuis huit ans.

ORGANISMES	2018	PROJET 2019
SEREINE GYMNASTIQUE	18 000,00 €	
ECOLE DE MUSIQUE	54 380,00 €	
MAISON DES JEUNES ET CULTURE	98 775,00 €	
CONTES EN COTIERE	10 800,00 €	
MUTUELLE SAPEURS POMPIERS	2 800,00 €	
MISSION LOCALE JEUNES	14 000,00 €	
ART ET HISTOIRE (Musée/Montluel)	2 000,00 €	
EIME	3 000,00 €	
COTIERE AVENIR	2 000,00 €	
COS	3 000,00 €	
ZAC EN SCENE	15 000,00 €	
S/TOTAL	<b>223 755,00 €</b>	
RESTE A VALOIR	11 245,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>235 000,00 €</b>	<b>250 000,00 €</b>



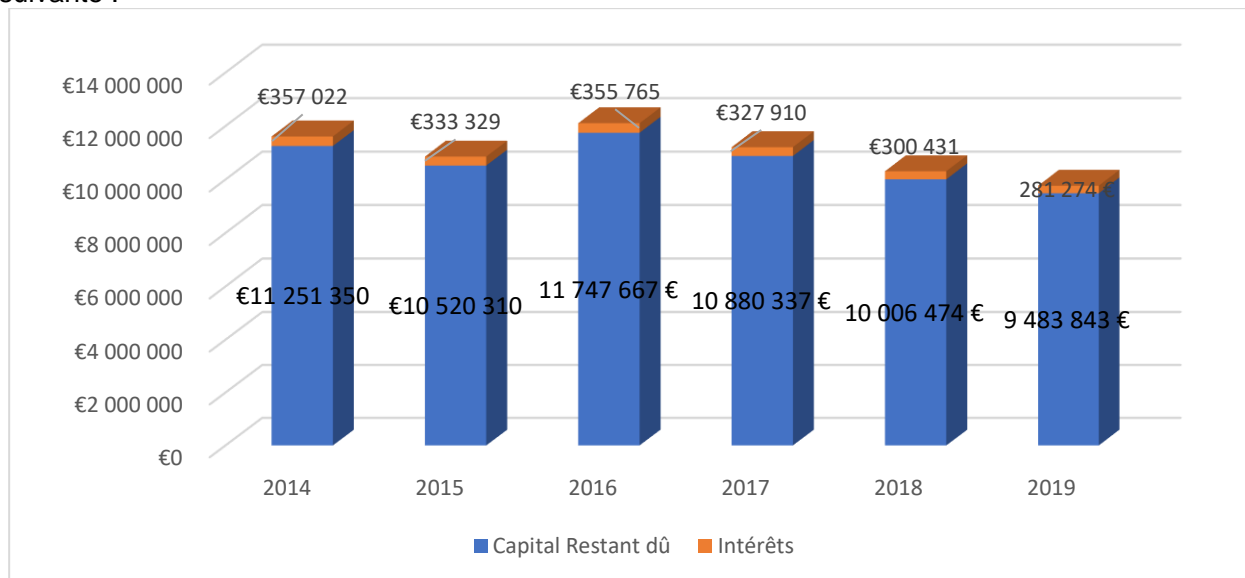
### ○ Les contingents

La compétence incendie et plus particulièrement la prise en charge du contingent et de l'allocation vétéran hors vacations et subventions aux amicales des sapeurs-pompiers évoluent de la manière suivante :



### ○ L'endettement de la collectivité

En dehors de toute nouvelle souscription d'emprunt, la structure de la dette évoluerait de la façon suivante :



Le capital restant dû pour 2019 est de 9 483 843 €.

L'annuité 2019 s'élève à 912 804 € au titre du capital et de 281 274 € au titre des intérêts, soit **1 194 078 €**.

La capacité de désendettement est de 7,2 années. Ce ratio ne prend pas en compte les emprunts dont la première annuité n'est pas échue.

La 3CM regardera toutes les possibilités pour apporter des marges de manœuvre financière sur des opérations de renégociation ou de refinancement. En effet, les taux d'intérêt sont historiquement bas et pourraient bien remonter dès la fin de l'année 2019.

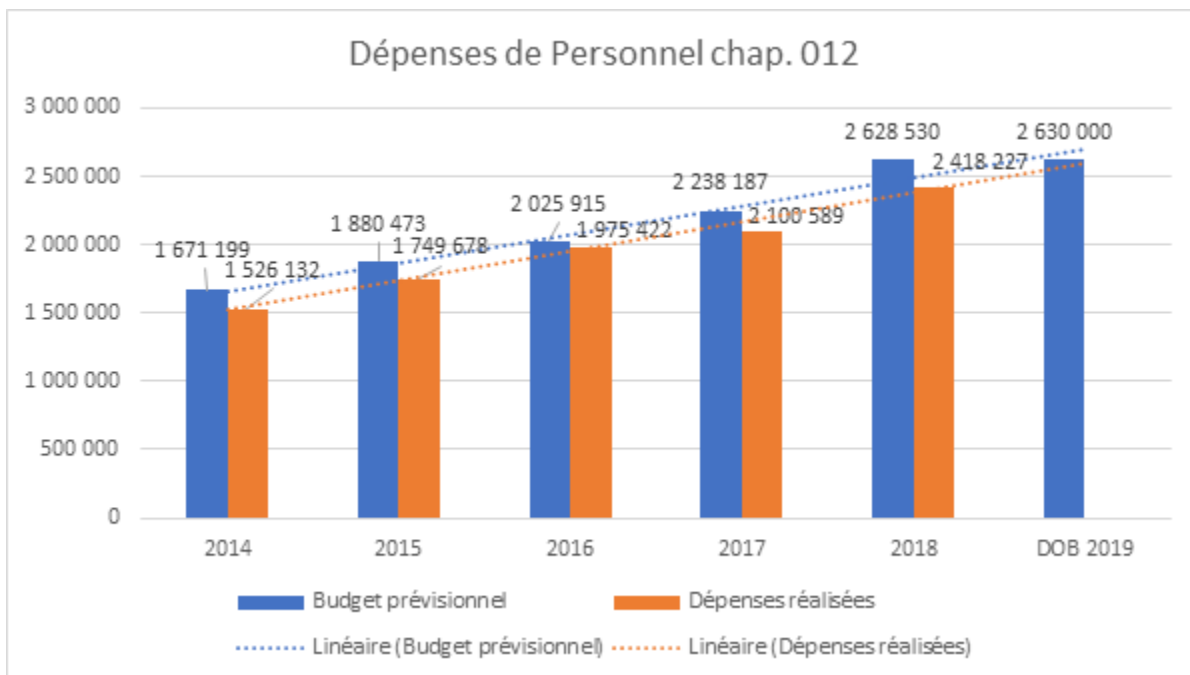
Toutefois, et au regard de la prospective des projets, la 3CM pourrait avoir à recourir à l'emprunt.

## E. Les dépenses de personnel

### 1) Evolution des dépenses de personnel

#### a) Evolution des dépenses depuis 2014 et prospective 2019

Cf graphique ci-après



La période 2018-2019, les dépenses de personnel sont maîtrisées. A noter :

- La répercussion des recrutements 2018 en année pleine,
- Les mouvements du personnel interne : tuilages pour les postes de :
  - Responsable de service exploitation eau et assainissement (fin de contrat / nouvel agent),
  - Gardien de déchèterie (départ à la retraite / nouvel agent).
- Les absences maladie,
- La mutualisation du poste administratif avec la commune de Pizay.

**b) Traitement indiciaire et régime indemnitaire**

LIBELLE	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
REMUNERATION PRINCIPALE Titulaires	712 569	755 299	835 896	907 879	1 046 870
AUTRES INDEMNITES Titulaires	100 567	110 767	100 647	83 951	72 711
REMUNERATIONS NON TITULAIRES	133 526	245 931	330 496	331 452	476 369
Autres emplois d'insertion		4 547	10 806	21 467	32 215
Apprentissage				2 225	12 494
AUTRES INDEMNITES Non titulaires					
<b>TOTAL</b>	<b>946 662</b>	<b>1 116 544</b>	<b>1 277 846</b>	<b>1 346 974</b>	<b>1 640 659</b>

La réorganisation des services a permis de travailler en mode projet pour décliner le PPI de façon optimale. Les recrutements ont été opérés davantage sur des personnes non-titulaires de la fonction publique.

**c) NBI (nouvelle bonification indiciaire)**

L'attribution de la NBI s'applique aux agents stagiaires et titulaires, exerçant des missions d'encadrement ou d'activités liées à l'accueil du public.

Cette indemnité concerne :

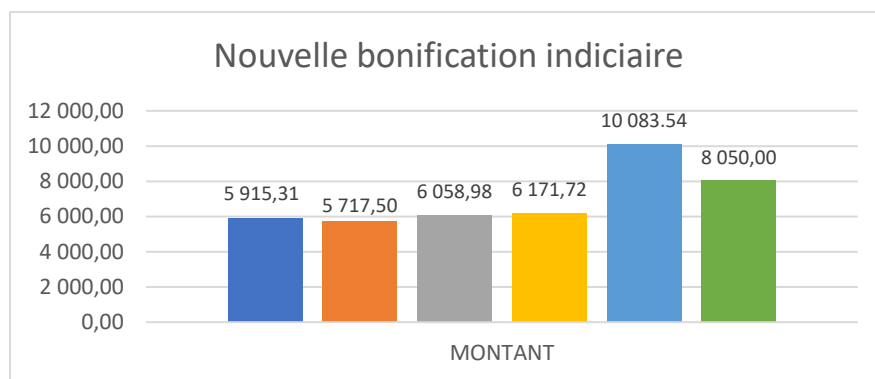
- En 2014 : 8 agents
- En 2015 : 7 agents
- En 2016 : 8 agents
- En 2017 : 8 agents
- En 2018 : 8 agents
- En 2019 : 10 agents

L'évolution de cette NBI est estimée de 2018 à 2019 à 63,38 %.

Cette évolution s'explique suite au versement de la NBI à un agent recruté en 2018, exerçant les missions d'accueil du public, et, en raison d'une régularisation effectuée sur l'année 2018 concernant le versement de la NBI de 2016 à 2017, pour un agent exerçant des missions d'encadrement.

A ce titre, il convient de préciser que le versement de cette NBI s'impose à l'employeur dès lors que l'agent remplit les conditions. Mais, de la même manière, elle est retirée de droit lorsque l'agent n'exerce plus les missions pour lesquelles la NBI lui est versée.





**d) Les heures supplémentaires ou complémentaires rémunérées**

Pôle	2014 (en nombre)	2015 (en nombre)	2016 (en nombre)	2017 (en nombre)	2018 (en nombre)
– Administratif	40,00	351,74	586,47	105,46	
– Eau-Ass-Environ.			40,00	42,66	137,34
– Déchets			3,15	11,50	38,75
– Infrastructures	148,28	343,10	223,89	417,75	102,93
– Développement T.					27,25
– Politique de la V.					35,00
<b>Total</b>	<b>188,28</b>	<b>694,84</b>	<b>853,51</b>	<b>576,87</b>	<b>341,27</b>

Evolutions :

- Entre 2014 et 2015 + 269,05 %,
- Entre 2015 et 2016 + 22,83 %,
- Entre 2017 et 2018 - 32,42 %,
- Entre 2018 et 2019 - 60,97 %

Une baisse générale des heures supplémentaires rémunérées est constatée sur l'exercice 2018 et notamment au pôle Infrastructures. En effet, celle-ci est liée à l'absence du personnel en charge de l'entretien des locaux et, par conséquent, à l'externalisation de cette mission auprès d'un prestataire de service.

Les heures supplémentaires sont réalisées au pôle Déchets par un agent titulaire limitant ainsi le recours à l'emploi de contractuel.

## e) Les astreintes rémunérées

Résultats de toutes astreintes confondues : samedi, week-end et semaine.

Pôle	2014 (en nombre)	2015 (en nombre)	2016 (en nombre)	2017 (en nombre)	2018 (en nombre)
– Eau-Ass-Environ.	51	53	48	59	95
– Déchets	46	43	52	52	50
– Infrastructures	56	51	65	66	79
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>147</b>	<b>165</b>	<b>177</b>	<b>224</b>

### Evolutions :

- Entre 2014 et 2015 - 3,92 %,
- Entre 2015 et 2016 + 12,24 %
- Entre 2016 et 2017 + 7,28 %
- Entre 2017 et 2018 + 26,56 %

L'évolution entre 2014 et 2018 est de 46,41 %.

**Sur l'année 2019, un travail sera conduit pour mutualiser les astreintes et plafonner par pôle le volume des heures supplémentaires.**

## 2) **La structure des effectifs**

### a) L'évolution des emplois permanents depuis 2014

	Effectifs pourvus			
	A	B	C	TOTAL
Au 31/12/2014	3	6	30	39
Au 31/12/2015	5	8	31	44
Au 31/12/2016	6	7	30	43
Au 31/12/2017	7	8	31	46
Au 31/12/2018	9	8	36	53
Evolution de 2014 à 2015	+ 66,70 %	+ 16,66 %	+ 3,34 %	+ 12,82 %
Evolution de 2015 à 2016	+ 20,00 %	- 12,50 %	- 3,22 %	- 2,27 %
Evolution de 2016 à 2017	+ 16,67 %	+ 14,28 %	+ 3,33 %	+ 6,97 %
Evolution de 2017 à 2018	+ 28,57 %	-	+ 16,13 %	+ 15,22 %

Cet état ne tient pas compte des emplois contractuels de droit privé (CAE et apprenti).

### a) Prospective 2019

#### Catégorie A :

- Sur poste ouvert en 2018, recrutement en 2019 d'un responsable travaux eau et assainissement (TP).

#### Catégorie B :

- Sur poste ouvert en 2018, recrutement d'un gestionnaire comptable (TP) en lieu et place du poste de catégorie C pour raison de maladie de l'agent.

#### Catégorie C :

- Sur postes existants, intégration de 2 agents CAE, contrats arrivant en fin de droits, sur des emplois permanents (TP).
- Sur poste vacant d'adjoint technique, recrutement d'un agent chargé de l'aire d'accueil GDV et des espaces verts. (TP) en lieu et place du poste d'agent de maîtrise.

#### Suppression :

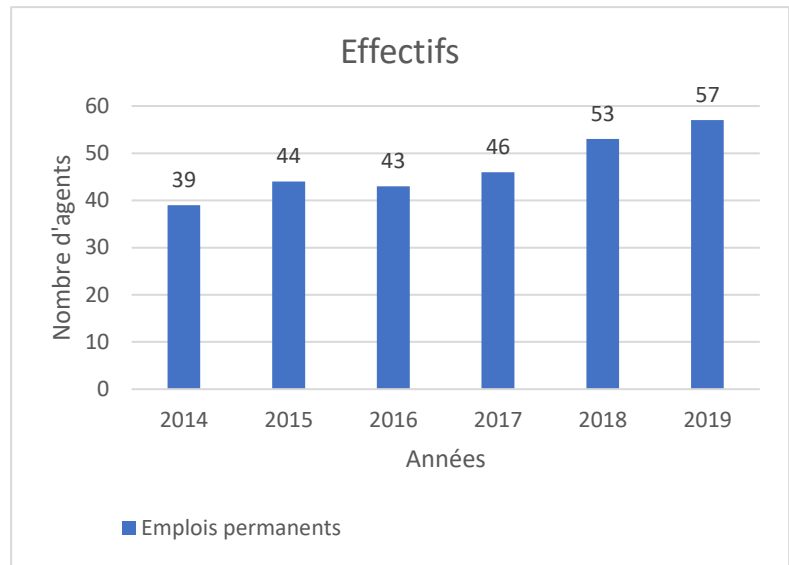
#### Catégorie B :

- Poste de médiateur social (TP).

#### Catégorie C+ :

- Agent de maîtrise.

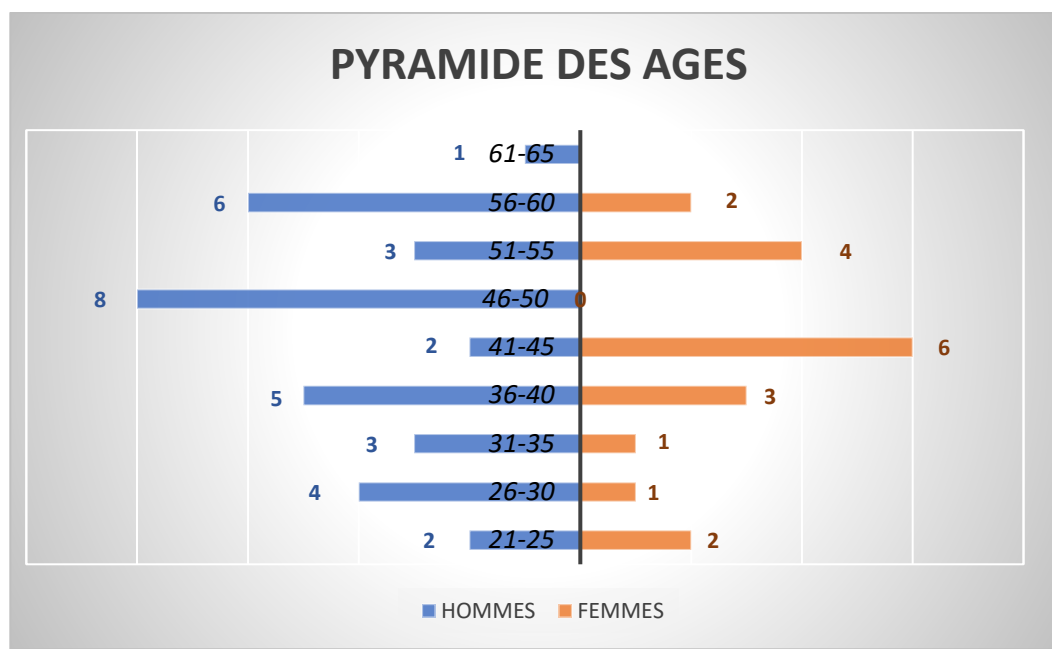
Total 4



**b) Le nombre d'arrivées et de départs sur postes permanents**

ANNEE	ARRIVEES		DEPARTS	
	NOMBRE	POSTE	NOMBRE	POSTE
2014	4	Chef de pôle Eau-Ass-Env Chef de pôle Infrastructures Agent des espaces verts Assistante de direction	-2	Chef de pôle Infrastructures Infrastructures-Agent
2015	5	Chef de pôle Urbanisme Agent des espaces verts Chef de pôle Politique de la ville Responsable exploitation STEP Chef de pôle Déchets	-1	Agent du pôle Déchets
2016	3	Agent exploitation STEP Chef de pôle Ressources humaines Agent des espaces verts	-4	Agent du pôle Infrastructures Agent des espaces verts Agent des espaces verts Agent déchèterie
2017	10	Agent de déchèterie Agent exploitation des réseaux Agent exploitation STEP Responsable espaces verts Chargé de l'aire d'accueil des GDV Chef de pôle Infrastructures Chargé de mission eau potable Développeur économique Médiateur social et de prévention Agent d'accueil CAE	-5	Agent de déchèterie Ambassadeur du tri Chef de pôle Infrastructures Chargé de mission eau potable Chargé de l'aire d'accueil des GDV
2018	13	Assistant administratif pépinière (50 %) Responsable pôle finances, Assistante comptabilité, Agent d'entretien des espaces verts, Agent d'entretien des gymnases, Responsable exploitation STEP, Gardien déchèterie, Agent d'accueil mutualisé, Chargé d'économie et du transport, Assistant politique de la ville, Développeur du tourisme sur le territoire, Chargée de mission eau potable Ambassadeur du tri	-4	Responsable office de tourisme Gardien de déchèterie Médiateur social et de prévention Responsable exploitation STEP
PROSPECTIVE 2019	2	Responsable travaux eau et assainissement Agent des espaces verts /aire d'accueil GDV	-1	Responsable espaces verts
ARRIVEES	37		DEPARTS	-17

c) Pyramide des âges au 01/01/2019



Le constat est que l'année 2019 par rapport à l'année 2018 équilibre les tendances sur la proportion hommes / femmes de la manière suivante :

	2018		2019	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
<b>56-60 ans</b>	4	0	6	2
<b>41-45 ans</b>	4	4	2	6

En revanche, la tranche d'âge 46-50 reste composée uniquement d'hommes au motif que les postes occupés par cette tranche d'âge sont des emplois liés aux déchets et à l'assainissement.

d) Le temps de travail

Les services de la collectivité fonctionnent sur la base de :

- 35 heures par semaine,
- 38,75 heures par semaine avec attribution de jours de RTT.

Les cycles de travail sont et doivent être adaptés aux besoins des services notamment en termes d'accueil des usagers. Pour ce faire, des évolutions interviendront sur les pôles : déchets (déchèterie), assainissement (exploitation).

### 3) Egalité entre les femmes et les hommes

Depuis le 1er janvier 2016 et conformément à la Loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les conseils des communautés de communes de plus de 20 000 habitants doivent examiner, préalablement aux débats sur le projet du budget, un rapport sur « la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes », précise un décret publié au JO du 28 juin 2015.

Ce rapport doit être présenté devant l'organe délibérant préalablement au débat du projet de budget. L'absence de réalisation de cette démarche peut fragiliser juridiquement le budget puisqu'il serait adopté en méconnaissance d'une obligation préalable.

#### a) Etat des lieux de la parité fin 2018

- **Répartition des effectifs (fonctionnaires et non titulaires sur emplois permanents) par catégorie hiérarchique :**

SEXES	CATEGORIE			TOTAL
	A	B	C	
HOMMES	6	1	27	34
FEMMES	3	7	9	19
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>36</b>	<b>53</b>

La parité s'est dégradée entre 2017 et 2018 sur les catégories A et B. Néanmoins, au global, l'égalité Hommes/Femmes reste maîtrisée avec 7 hommes et 10 femmes par rapport à 2017 qui recensait 7 hommes et 8 femmes.

**Au 31 décembre 2018**, la collectivité employait 19 femmes et 34 hommes (fonctionnaires et non titulaires sur emploi permanents).

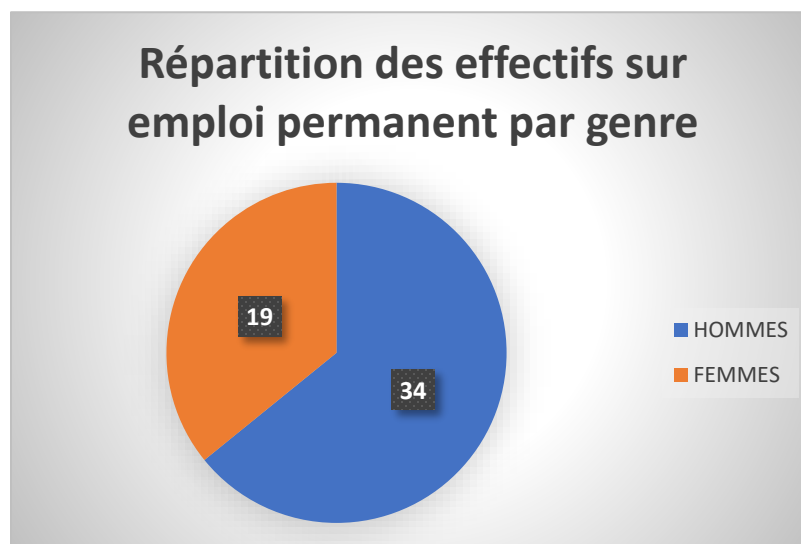
La répartition hommes/femmes sur les postes de cadres ou cadres intermédiaires (catégories A et B), reste assez similaire, elle totalise 7 hommes et 10 femmes

Un écart plus important se distingue dans la catégorie C, avec 27 hommes et 9 femmes.

Cet écart est lié aux missions exercées dans les filières techniques : déchets, assainissement, espaces verts, rivières, voirie.

En conclusion, l'effectif de la 3CM est caractérisé par une majorité d'emplois pourvu par des hommes.

En revanche, ce qu'il convient de souligner, c'est la structuration hommes/femmes sur les emplois d'encadrement qui tend vers la parité.



**Répartition par genre selon la filière :**

FILIERE	FEMMES		HOMMES		TOTAL	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En nombre	En %
Administrative	12	22,64 %	3	5,66 %	15	28,30 %
Culturelle	2	3,77 %	-	-	2	3,77 %
Technique	5	9,43 %	31	58,49 %	36	67,92 %
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>35,85 %</b>	<b>34</b>	<b>64,15 %</b>	<b>53</b>	<b>100,00 %</b>

**Les cadres d'emplois les plus féminisés**

Adjoints administratifs	36,84 %
Rédacteurs	15,78 %
Attachés territoriaux	10,53 %
Assistants d'enseignement artistique	10,53 %
Adjoints techniques	10,53 %
Technicien	10,53 %
Ingénieur	5,26 %
	100,00 %

**Les cadres d'emplois les plus masculinisés**

Adjoints techniques	67,65 %
Ingénieurs	11,77 %
Agent de maîtrise	8,82 %
Attaché	5,88 %
Techniciens	2,94 %
Adjoints administratifs	2,94 %
	100,00 %

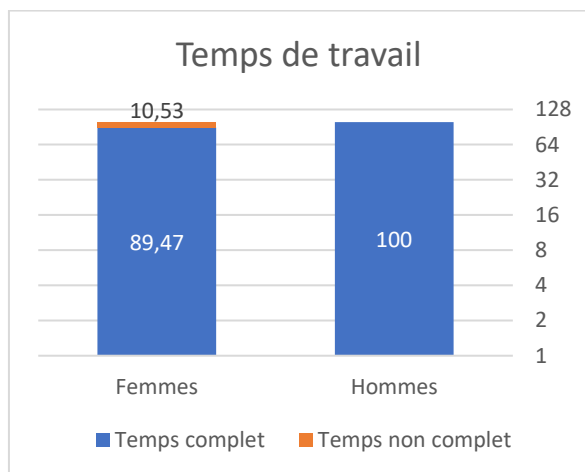
A noter ici que la filière technique, et plus particulièrement, le cadre d'emplois des techniciens s'est plutôt féminisé et que le cadre d'emplois des attachés occupés par des femmes a diminué et ce, à l'inverse du cadre d'emplois des ingénieurs de la filière technique.

**Age moyen des agents sur emplois permanents**  
(Fonctionnaires et non titulaires sur emplois permanents)

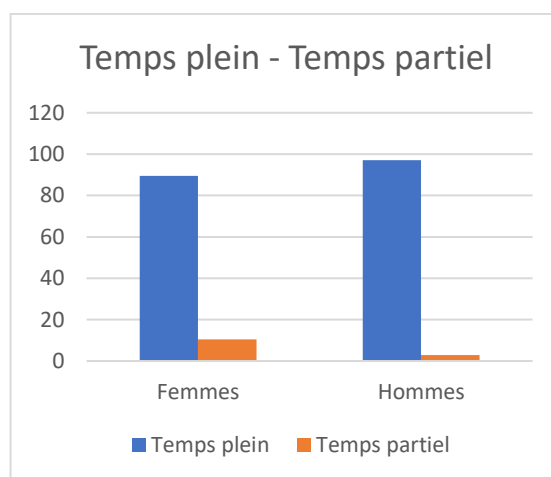
GENRE	Fonctionnaire	Contractuel Sur emploi permanent	Ensemble des agents Sur em- ploi permanent
Femmes	46,57	31,80	43,68
Hommes	46,42	37	45,21
Ensemble	46,48	35	43,66

- **Temps de travail :**

**Répartition des emplois à temps complet ou non complet**  
(Agents sur emploi permanent)



**Répartition des emplois à temps plein ou temps partiel**  
(Agents sur emploi permanent)



- **Recrutements 2018 :**

- Chef de pôle finances et de la commande publique,
- Assistante en comptabilité (remplacement arrêt maladie),
- Agent polyvalent espaces verts / collecte des ordures ménagères (disponibilité et arrêt maladie),
- Agent d'entretien des gymnases (remplacement arrêt maladie),
- Agent d'accueil mutualisé,
- Chargée d'économie et du transport,
- Assistante politique de la ville,
- Chargée de mission eau potable,
- Assistante de gestion de la pépinière.

- **Coût salarial** (rémunération + charges) :

- Coût employeur : 202 652,69 €

**b) Actions menées par la 3CM en faveur de l'égalité femmes-hommes**

Les indicateurs montrent que la 3CM doit être attentive sur cette égalité femmes/hommes au vu des compétences fortement techniques exercées par l'EPCI. Pour autant, il convient de souligner que cette parité est plutôt équilibrée sur les postes d'encadrement.



#### **4) Les orientations pour 2019**

Le budget 2019 proposé pour la masse salariale est stabilisé en 2018.

A noter, l'évolution de la masse salariale a été principalement due à deux facteurs :

- Une organisation reposant sur un fonctionnement dit « mode projet » qui a démontré son efficacité en terme de réalisation, d'accompagnement et de conseil sur l'ingénierie et l'expertise attendue au vu des compétences spécialisées de l'EPCI, et d'économies sur les dépenses de fonctionnement à caractère général (déchets, finances, infrastructures),
- Les transferts de compétences. Pour rappel, depuis le début du mandat :
  - Instruction des autorisations d'urbanisme,
  - Le commerce,
  - Le PCAET,
  - La politique de la ville,
  - L'assainissement collectif,
  - GEMAPI.

Cette structuration étant aboutie, il devient nécessaire d'étudier des sources d'optimisation comme les heures supplémentaires, les astreintes... Pour ce faire, une réflexion sera conduite en 2019 sur la politique ressources humaines de la 3CM.

#### **5) Les actions sociales**

##### **a) Prévoyance contrat labellisé**

En 2018, 26 agents ont souscrit une garantie maintien de salaire. Ces adhésions ont généré une participation financière de la collectivité à hauteur de 2 944,00 €.

#### **6) Autres actions menées au cours de l'exercice 2017**

- Le développement du télétravail, mis en place le 9 décembre 2017. Les agents les plus particulièrement concernés par le télétravail, étaient au nombre de 2 en 2017. Ce nombre progresse en 2018 et passe à 5 agents utilisateurs de ce dispositif. Le télétravail est pratiqué à un rythme régulier d'un jour par semaine.
- Actions de communication menées auprès du personnel, sur :
- L'organisation interne de la collectivité.
  - Présentation de l'organigramme modifié,
  - Cérémonie d'accueil des nouveaux agents.
- L'actualité ressources humaines.
  - Le prélèvement à la source,
  - Les élections professionnelles,
  - Le compte personnel de formation (CPF),
  - Les dons de jours de repos,
  - Le jour de carence,
  - Les jours de fractionnement,
  - Le référent déontologue.

- Les informations liées à l'hygiène, la sécurité et la santé au travail.
  - Mise en place du registre des dangers graves et imminents,
  - Mise en place du registre des accidents bénins,
  - Autres informations hygiène santé sécurité.
- La mise en œuvre du RIFSEEP pour les cadres d'emplois des ingénieurs.
- La mise en place du « Portail Agent » pour permettre au personnel de consulter leur dossier à distance.

### **7) Assurance du personnel**

Il convient de prévoir pour l'exercice 2019, la prime d'assurance provisionnelle de 102 500 €.

### **8) Formation du personnel**

La 3CM est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des agents. Les actions de formation en vue de la sécurité comprennent entre autres des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de mise en situation, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Au titre du budget 2019, il convient de prévoir :

- Formation initiale et recyclage CATEC
- Permis poids lourds
- AIPR DICT
- Sensibilisation amiante
- Habilitation électrique
- Gestes de 1ers secours
- CACES-Grue auxiliaire
- CACES
- Travail en hauteur-Nacelle
- Travail en hauteur-Echafaudage.

Autres formations :

- Journées d'actualités
- Tourisme
- Politique de la ville
- Nouveau code des marchés publics.

## **F. Les dépenses d'investissement pour 2019**

Dans la continuité du projet de territoire de la 3CM dont il faut rappeler les 3 objectifs :

- Contribuer au développement de l'attractivité et de la dynamique du territoire,
- Garantir le bien vivre à nos populations en apportant des services de qualité,
- Anticiper l'évolution des usages et soutenir l'investissement utile.

Les orientations proposées pour le budget 2019 doivent donner un signal fort sur deux domaines : le développement économique et la mobilité.

## 1) Les projets

Les problématiques environnementales sont importantes sur notre territoire et accentuées par la loi GEMAPI, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations dont la compétence nous est dévolue depuis le 1er janvier 2018.

### ○ GEMAPI

Nous avons contractualisé en 2017 avec le groupement SEPIA Conseils, Paillat, Conti & Bory, avocats associés et Profils IDE pour étudier les scénarios de mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur les bassins versants de la Sereine et du Cottey.

La traduction législative et les modalités annoncées de financement de l'agence de l'eau nous conduirait à imaginer la création, au 1er juin 2019 d'un syndicat de rivière en associant les trois autres EPCI ayant une partie de leur territoire dans le bassin versant de la Sereine et du Cottey : la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau et la Communauté de Communes de la Dombes comme membres adhérent et la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain en délégation par convention.

L'objectif attendu est de labelliser ce syndicat en EPAGE appuyé en cela par un programme d'actions et de prévention des inondations (PAPI) afin de pouvoir être accompagné financièrement par l'agence de l'Eau. Les modalités de gouvernance et de répartition des charges et produits (dont la taxe GEMAPI) de ce syndicat ne sont pas encore statuées, sachant que pour la 3CM, la taxe GEMAPI a été votée en octobre 2018 à hauteur de 14€ par habitant. Le périmètre délimité correspond aux communes traversées par l'un ou l'autre des cours d'eau ou des torrents et ruisseaux associés, les îlots du Rhône incluses.

Les conclusions pour la création de ce syndicat ou pas sont imminentes.

L'autre alternative serait que chaque EPCI porte ses propres actions dans le cadre d'une entente, mais dans ce cas, il est probable, d'une part que l'agence de l'Eau n'apportera aucun concours financier et que le bassin versant Sereine et Cottey soit intégré au GEMAPI Rhône en tant qu'affluent avec les conséquences que cela entraînerait (perte autonomie).

Le canal de Miribel, dont la Sereine et le Cottey sont des affluents, est hors périmètre et fait l'objet d'une étude pour définir les modalités de gouvernance. Cette étude est portée par le SYMALIM. Le contrat de restauration du canal reste d'actualité et devrait être intégré aux actions portées par le futur gestionnaire.

Pour rappel, ce contrat est d'un montant global en tranche ferme 2015-2021 de 17,9 M€ Les travaux concernant la 3CM ont évolués à la baisse.

Les études hydrauliques sur la Sereine, le Cottey et leurs affluents, engagées en 2017 devraient être conclues au cours de cet exercice, sachant qu'il s'agit ici, d'un complément indispensable au réel dimensionnement des ouvrages de protection contre les crues et des projets de restauration écologique, issus de l'étude bassin versant Sereine et Cottey réalisée en 2014-2016.

### ○ Zéro phyto

Poursuite du programme Zéro phyto. Les communes du territoire ont majoritairement adopté cet objectif dans l'entretien de leurs espaces extérieurs.

### ○ Les actions NATURA 2000 (DOCOB n° FR 8201638)

Fin 2017, la 3CM a été renouvelée structure porteuse du site Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône, de Jons à Anthon » pour une nouvelle période de trois ans.

Poursuite des travaux de restauration des îlots du Rhône suite à l'étude réalisée par CNR Ingénierie.

### ○ **Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)**

Nouvelle obligation de l'Etat auprès des EPCI de plus de 20000 habitants, le PCAET consiste à réaliser un plan d'action sur 6 ans afin de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES),
- Renforcer le stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments,
- Maîtriser la consommation énergétique avec une baisse de 50% en 2050,
- Produire et consommer des énergies renouvelables, valoriser des potentiels d'énergie de récupération et de stockage,
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur,
- Productions bio-sourcées à usages autres qu'alimentaires,
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration,
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques,
- Adaptation au changement climatique.

Pour réaliser ce plan, nous avons contractualisé avec le SIEA dans le cadre d'un groupement d'achats pour nommer un maître d'œuvre commun à plusieurs EPCI. Le SIEA apporte une contribution financière dans son rôle départemental de CCPE (Comité consultatif pour l'énergie) à hauteur de 50% des coûts de ce maître d'œuvre. Le lancement de la phase diagnostic est imminent. Le suivi de ce plan oblige à créer ½ poste d'agent qui a été confié à Glwadys GUILLET. L'ALEC01 nous accompagne dans le pilotage de cette mission.

### a) LA VOIRIE

#### ○ **Rond-Point CARRIER :**

Le projet consiste en la création d'un giratoire au croisement limitrophe MONTLUEL /La BOISSE sur la RD 1084. Ce carrefour dessert à la fois une zone économique et commerciale (Carrier/Intermarché) forte en trafic PL et une circulation urbaine dense.

Le désenclavement du site Carrier est un des enjeux de ce giratoire.

L'entreprise est prête à aménager une voirie de contournement de son site laboratoire pour différencier les flux entrants et sortants.

Le rond-point apportera, outre la sécurisation des usagers, la fonction de retournement des poids lourds. Ce projet associe les communes de Montluel et de La BOISSE dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'une participation financière pour les compétences communales propres.

Sa réalisation est donc projetée sur 2019 en ayant préalablement dimensionné les réseaux hydrauliques requis pour la collecte des eaux pluviales du bassin versant et de l'assainissement du faubourg de Lyon. L'investissement pour la 3CM représente 745 K€.

#### ○ **L'avenue des prés seigneurs**

Ce programme consiste à restructurer cette avenue depuis le rond-point en sortie du péage (5.1) de La BOISSE jusqu'au rond-point des Princes (face à Leader Price).

En 2019, sera réalisée la 3ème phase de travaux consistant à raccorder depuis ONLY Kart, le rond-point des princes.

### ○ La rue des Chartinières

Dans le prolongement de la restructuration des voies principales des zones sur Dagneux Montluel et La Boisse, il est envisagé, après les travaux Est Ouest de l'avenue des Prés-Seigneurs d'engager l'axe Nord- Sud à savoir la rue des Chartinières.

Ce programme est envisagé sur trois phases dont la première est proposée pour 2019 pour un montant de l'ordre de 1 640 K€.

Les principes adoptés sont les mêmes : création de modes doux et sécurisation des voiries.

## b) LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

### ○ Zones d'activités

L'évolution de notre offre territoriale en matière de solutions pour les acteurs économiques a été l'un des piliers du travail accompli depuis 2014.

Rappelons les objectifs poursuivis :

- ✓ De disposer de plusieurs typologies de zones d'activités :
  - *Soit du terrain à bâtir libre de droits commercialisé par la 3CM sur des surfaces de moyenne capacité (2000 à 20000 m<sup>2</sup>) : la zone des Viaducs,*
  - *Soit des solutions bâties à louer ou acheter avec un environnement de services dédiés, et un accent sur le volet tertiaire : la zone CAP et CO (ex ZAC des prés seigneurs 2),*
  - *Soit des parcs d'activités sur des emprises plus importantes avec des activités logistiques à valeur ajoutée et une mixité de fonctions (tertiaire, activité, logistique) : la zone des Goucheronnes.*
- ✓ De permettre aux jeunes entreprises de trouver un terroir pour effectuer leur parcours professionnel sur notre territoire :
  - *Création d'un espace de coworking TIERS MIX qui a ouvert ses portes début 2017,*
  - *Création d'une pépinière d'entreprises NOV&CO qui a ouvert ses portes en décembre 2018,*
  - *Réserve foncière de 3Ha sur la zone des Goucheronnes,*
  - *Mise en place de partenariats avec les opérateurs d'aide à la création d'entreprises.*
- ✓ De générer des ressources financières en déstockant le foncier acquis depuis plusieurs années : *Concession d'aménagement signée en 2017 pour la ZAC des Goucheronnes avec D2P et PITCH Promotion, vente du foncier à l'avancement au promoteur FONTANEL sur CAP et CO, mise en commercialisation des terrains parcellisés de la ZAC des Viaducs.*

Par la suite, l'extension de la zone des 2B (Beligneux, Bressolles) et du parc des Cèdres bleus (NIEVROZ) ont été inscrits dans le nouveau SCOT, validé début 2017, et font l'objet d'un premier travail d'étude de faisabilité avant la fin du mandat.

L'année 2018 a permis de concrétiser quelques belles ventes sur les Viaducs, puisqu'il ne reste que 10 000 m<sup>2</sup> à commercialiser.

Pour Cap & Co, la pépinière (1000 m<sup>2</sup> de locaux) a été livrée début décembre 2018 et le bâtiment de bureaux accueillant la 3CM (930 m<sup>2</sup> de locaux) sera aménageable début mai 2019. La commercialisation se poursuit avec le promoteur sur les lots B et C.

Concernant l'achèvement du projet ZAC PS2, 2 tènements inscrits dans le périmètre de cette ZAC font l'objet d'un processus d'expropriation en cours.

En 2018, les études préalables et autres autorisations pour la création de la ZAC des Goucheronnes sont presque achevées. La DUP est en route et devrait être validée au 1er trimestre 2019.

#### c) LES ESPACES SPORTIFS

##### o **Nouvel espace sportif zone Cap et Co**

Ce projet est en phase opérationnelle. La maîtrise d'œuvre a été nommée (atelier GARDONI) suite au concours lancé en 2018 et propose actuellement la phase APD du projet.

Il s'agit d'un espace de 2000 m<sup>2</sup> dédié :

- aux activités gymniques du club de la Serein et celles de boxe logées actuellement dans des bâtiments désuets, ancienne route de Jons,
- aux activités dites Dojo du territoire dont certaines se déroulent dans le bâtiment France Télécom.

Le budget est de 6600 K€. Il est ouvert dans un programme pluriannuel d'investissement de 2017 à fin 2021, puisque la réception est prévue sur le dernier trimestre 2020.

##### o **Le lycée de la Côtère**

Le conseil régional AuRA a confirmé son intention d'ouvrir sur le site du lycée de la Côtère à La BOISSE, trois sections de Bacs professionnels, soit 9 classes supplémentaires et 210 élèves.

L'objectif engagé entre la 3CM et la Région consiste à déplacer un des plateaux sportifs 3CM sur les hauteurs vers l'ancienne maison Lapierre sur des terrains acquis au département, permettre l'implantation de cette extension du lycée. De notre côté, nous avons initialement pris l'engagement d'agrandir les parkings VL et de refondre les arrêts bus pour en augmenter la capacité. La CCMP avait pris l'engagement de nous accompagner sur ces investissements.

La Région prend en charge la nouvelle réalisation de ces plateaux sportifs et apporte une bonne contribution foncière sur la réalisation des parkings pour compenser la cession du foncier.

#### d) LA MOBILITE

La mobilité est l'enjeu majeur du projet de territoire. Il s'inscrit dans une réflexion d'usage pour :

- Relier les parcs industriels avec les deux gares,
- Permettre aux populations des bourgs éloignés de rejoindre les centres urbains,
- Garantir une bonne fréquence et la continuité de la desserte bus entre La BOISSE et Béligneux,
- Favoriser la résolution du dernier kilomètre.

Dans la perspective du pilotage de l'ensemble des actions mobilité, Mme Yasmine SAHL a été recrutée en 2018 pour assurer à mi-temps cette fonction.

##### o **Modes doux**

La solution vélos à assistance électrique (VAE) a été lancée en 2017 avec les principaux industriels. La construction d'un local à VAE sur le parking sud de la gare de Montluel permet, dès maintenant, une jonction vélo-train.

De la même manière, un accord signé avec SNCF Gares et Connexion permet de réaliser un nouveau local VAE dans le rez-de-chaussée du bâtiment de l'ancienne gare de La Valbonne. Enfin, le récent parking de co-voiturage de la Côte à Niévroz est également équipé d'un local VAE.

Cela a conduit également à lancer une étude pour la réalisation d'un schéma directeur des modes doux en 2018, et projeter ainsi la construction sur plusieurs années d'un maillage du territoire, en association avec les communes.

#### ○ **Lignes Mini Bus programmée Transport à la demande**

A l'issue de l'étude en cours avec le cabinet INDDIGO pour la mise en œuvre d'un TAD, nous passons en phase opérationnelle pour mettre en place une première phase expérimentale de TAD début 2020.

#### ○ **Lignes régulières Bus**

Actuellement, la desserte de Dagneux et Beligneux est assurée uniquement par la ligne 132, dont la fréquence est insuffisante pour garantir le déplacement de nos habitants.

Une discussion a été engagée avec la société Philibert et le conseil départemental pour le prolongement de la ligne 171. Cette proposition sera à intégrer dans la réflexion sur les déplacements.

#### ○ **Co voiturage**

Le parking de co-voiturage de la Côte à Niévroz est achevé et opérationnel.

Notre collaboration avec APRR se poursuit avec un même projet en sortie de péage de BALAN pour un investissement identique au précédent (environ 400 K€) et une participation financière d'APRR à hauteur de 50%.

#### ○ **Lisibilité des zones d'activités**

Sur le plan de la signalétique et du jalonnement des zones existantes, un groupe de travail de la commission a élaboré en 2016 une relecture des points sensibles afin de compléter les équipements existants.

De même, les ronds-points sont désormais nommés et leur signalétique réalisée afin de favoriser les accès aux transporteurs internationaux.

Le jalonnement sera mis en débat pour un projet reporté en 2020.

### **e) LA GESTION DES DECHETS**

Pour la seconde fois en 10 ans, le tonnage de déchets ménagers collectés de l'année est plus faible que l'année précédente passant de 4665 à 4551 tonnes soit une baisse de 114 tonnes.

Dans le même temps, le tonnage des produits recyclables a augmenté de 118 tonnes.

Tous les gestes accomplis en 2017 pour mettre en avant-scène le geste du tri ont forcément contribué à ces résultats :

- Guide pratique des déchets ménagers,
- Mise en place de panneaux « Je trie, j'agis » sur les aires de tri,
- Flocage des bennes à ordures ménagères,
- Mise à la disposition des habitants de sacs de pré-collecte contre signature du document « Je m'engage pour le tri »,



- Dispositif de soutien à l'achat de composteur,
  - Diverses opérations pédagogiques auprès des écoles,
  - Dispositif « poubelle non triée, poubelle non ramassée ».
  - Tri du verre en faveur de la ligue contre le cancer.
- Et plus récemment tri du papier en faveur de l'association France Alzheimer.

#### ○ **La déchèterie**

Rappelons quelques éléments importants :

- Réduction des tonnages d'encombrants et de bois grâce à la mise en place d'une benne éco mobilier,
- Diminution importante du coût de traitement des déchets verts utilisés désormais à la STEP des Iles pour fabriquer du compost normé,
- Optimisation de la gestion et de l'exploitation du site avec le logiciel de contrôle d'accès qui permet, entre autres, des analyses statistiques, des mailings, de la facturation automatique,
- Suppression des déchets « hors territoire » et du coût de son traitement,
- Création de la donnerie,
- Mise en place de bennes à emballage plastique et bennes à papier pour simplifier le dépôt par rapport aux plateformes d'apport volontaire.

Et en 2018, création du préau des matériaux, conçu et réalisé par les agents de la 3CM.

En 2019, deux nouvelles actions :

- Mensuellement, collecte de petits volumes d'amiante lié,
- Modification des horaires pour avoir amplitudes identiques été comme hiver.

#### ○ **La collecte**

Une étude sur la tarification incitative a été réalisée en 2018. Compte tenu des bons résultats actuels, la décision a été d'ajourner un éventuel changement de tarification (TEOMI ou REOMI) tout en étudiant une évolution de notre mode de collecte.

#### ○ **Le traitement**

Le coût du traitement des déchets à ORGANOM continue d'évoluer à la hausse.

La part fixe à l'habitant pour la 3CM est passée de 4 € en 2014 à 9.80 € pour 2019.

Dans le même temps, le prix facturé à la tonne a également franchi le cap des 12% de hausse depuis 2014.

Nos bonnes performances sur le tri absorbent une partie de ces surcoûts. La décision d'une augmentation ou pas de la TEOM sera étudiée lors de la présentation des budgets.

### **f) SOLIDARITE LOGEMENT et PREVENTION**

#### ○ **Le CISPD**

La mission et l'organisation du CISPD ont été intégralement reprises, afin de rendre plus efficient et plus fluide les actions et concertations engagées.

Côté vidéoprotection, les programmes 2018 clôturent la protection des points sensibles pour la 3CM. Pas de nouvel investissement programmé.



- **Le contrat de ville**

Le contrat de ville a été signé le 9 octobre 2015 pour une durée de 5 ans.

La 3CM apporte son concours à son animation et s'appuie opérationnellement sur les services de la commune de Montluel.

Un audit de nos actions a été fait et doit être analysé finement en 2019.

- **Le péril**

Sept interventions ont été menées lors de l'exercice précédent. Les événements météorologiques ont de lourdes conséquences sur des bâtis fragiles, notamment en cœur de ville à Montluel. Prudemment, une somme à valoir est toujours prévue dans l'hypothèse où la 3CM aurait à se substituer dans l'un des dossiers traités, sachant que, par nature, la responsabilité du propriétaire est systématiquement engagée.

- **Le Plan Local de L'Habitat**

Conformément au projet de territoire, la phase diagnostic du PLH a été réalisée. Nous passons en phase 2, à savoir le document d'orientation.

- **Le terrain de grand passage pour les gens du voyage**

La CCMP devait être en charge de réaliser la plateforme provisoire d'accueil des gens du voyage en 2019. Ils ont officiellement décliné auprès du préfet cette réalisation, arguant leur impossibilité de proposer un terrain pour le faire. Cela remet en cause nos accords tenus depuis 2014 et le préfet a été saisi de cette situation.

Dans tous les cas, il n'est pas prévu que la 3CM se substitue aux engagements non tenus de la CCMP.

- **L'aire d'accueil de La BOISSE**

La plénitude est revenue sur le site depuis sa réouverture en juin 2017. L'arrivée de la régisseuse, Mme Chrystelle DE CRESCENZO contribue aussi à cette atmosphère positive qui règne avec les occupants.

## **g) EQUIPEMENTS PUBLICS**

- **Les bureaux 3CM**

Un contrat d'acquisition en VEFA a été signé en 2016 avec le promoteur FONTANEL pour accueillir les services de la 3CM et son siège au 1<sup>er</sup> mars 2019. Il s'agit de la construction de 900 m<sup>2</sup> de bureaux au sein d'un immeuble de 1800 m<sup>2</sup> appelé Quadrant 4 sur la zone Cap & Co.

L'exiguïté du site actuel au 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel de ville de Montluel, son manque de parking, le manque de lisibilité et une accessibilité délicate n'est plus en adéquation avec le projet de la 3CM. Au cœur de l'activité économique et à proximité de la pépinière d'entreprises, ces nouveaux locaux représenteront un marqueur important pour le rayonnement du territoire et permettront d'en accroître son attractivité et son efficacité.

Pour 2019, sont inscrits en crédit de paiement, la part relevant des échéances d'avancement de ce projet soit 230 186 € TTC.

## h) TOURISME et COMMERCE

### o Commerce

Fort d'une nouvelle compétence dédiée aux EPCI sur le commerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'intérêt communautaire a été défini au cours de l'année 2018.

Il est mis en perspective 2019, une aide financière à l'investissement auprès de commerçants de 50K€ par an, ainsi qu'un accompagnement à l'animation, réalisé par Mme Yasmine SAHL en ½ temps depuis fin d'année 2018.

### o Tourisme

Autre enjeu d'importance, il devient impératif de diversifier nos activités touristiques pour renforcer l'attractivité du territoire et développer de nouvelles ressources financières pour nos commerces et artisanat.

Sans être exhaustif sur le détail des actions envisagées, quelques pistes de réflexion :

- Applications sur smartphone pour tous les services mis à disposition, touristiques (sites, sentiers, manifestations ...) ou autres (vélos à assistance électrique, géolocalisation ...)
- Mode doux vers Via Rhôna,
- Projet de ZAT (zone d'activité touristique) au lac Neyton,
- Tourisme industriel.

Ces projets sont à développer sur plusieurs exercices.

Concernant les investissements sur les actions existantes :

- Sentiers pédestres : la labellisation d'un certain nombre d'entre eux dans le cadre du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) du département permettrait une plus grande diffusion de l'information.  
Néanmoins, une étape préalable de recensement et de mise à jour des conventionnements avec les propriétaires privés est indispensable.  
La reprise du balisage est programmée à l'issue de ce travail PPI 20 K€.  
Le projet mené par les communes de BALAN, NIEVROZ et THIL sur le circuit d'interprétation apportera sa contribution touristique.
- Jalonnement touristique à reprendre : PPI sur 3 ans de 95 K€.

*A noter également que le budget lié à l'office de tourisme, fait l'objet, depuis 2018, d'un budget annexe. En effet, le passage en statut de régie est officialisé avec l'installation du conseil d'exploitation le 24 janvier 2018.*

*Le budget général abondera ce budget office de tourisme, via une subvention.*

## 9) Synthèse des propositions de programmes 2019

*Cf tableau page suivante*

A noter qu'il convient d'ajouter à ce montant TTC de dépenses, les restes à réaliser de 2018, soit 1 015 210 € TTC.

Dès lors, les propositions d'investissement s'élèvent à la somme globale de 10 317 420 €.

## 10) Les autorisations de programme pour la période 2018-2021

Par délibération, le conseil de communauté a validé le principe et la mise en œuvre d'autorisations de programme (AP) selon les possibilités offertes par les instructions comptables M14, M49 et M4.

Fonction	LIBELLE	TOTAL TTC	OPERATION
020	Urbanisme	12 000 €	Diagnostic PLH - Tranche optionnel
		12 000 €	Remplacement cyclique informatique
	Matériel informatique	10 000 €	Mise à niveau nouveau siège
		5 520 €	Logiciel GED
	<b>Locaux 3CM</b>	<b>230 186 €</b>	<b>VEFA</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>269 706 €</b>	
90	Pépinière d'entreprises	78 535 €	VEFA
	Pépinière d'entreprises	40 000 €	Travaux divers
	Coworking	5 000 €	Travaux divers
	Accompagnement Chambre agri	18 500 €	Zac des goucheronnes
	<b>TOTAL</b>	<b>142 035 €</b>	
92	Compensation agricole	250 000 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>250 000 €</b>	
94	Outils numérique	25 000 €	
	Subventions commerce	50 000 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>75 000 €</b>	
110	Vidéoprotection	175 279 €	
	Contrat de ville	13 000 €	
	Péril	100 000 €	Gros œuvre péril
	<b>TOTAL</b>	<b>288 279 €</b>	
411+414	Mises aux normes PMR	12 000 €	
	Travaux Gymnase La Boisse	121 400 €	
	Travaux Gymnase Dagneux	120 600 €	
	Matériel hors PPI	18 000 €	
	Plateau sportif Pizay	236 100 €	
	MJC	36 000 €	Travaux toiture + Chaudière
	<b>Pôle sportif</b>	<b>2 210 000 €</b>	
	<b>TOTAL</b>	<b>2 754 100 €</b>	
812	Ordures ménagères	1 000 €	Matériel
	<b>TOTAL</b>	<b>1 000 €</b>	
813	Borne de tri	45 000 €	Borne PMR et enterrées
	Matériel divers	11 000 €	Panneautage - Poubelle tri école
	Aménagement aire de tri	6 500 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>62 500 €</b>	
816	Matériel	3 300 €	Transpalette peseur + informatique
	Création boîte à livre	2 000 €	Boîte à livre sur la déchèterie
	<b>TOTAL</b>	<b>5 300 €</b>	
822	<b>Requalification avenue PS</b>	<b>1 692 440 €</b>	<b>3ème tranche</b>
	<b>Rond-point</b>	<b>969 700 €</b>	<b>Désenclavement Carrier</b>
	Voirie de bouclage	654 500 €	PS2 / Rue Canal de la Luénaz
	Divers voirie	110 000 €	Travaux carrefours + dépose minute gare
	<b>Rue des Chartinières</b>	<b>710 200 €</b>	
	Reprise accès GDV	215 000 €	
	Détection réseau	65 000 €	
	Jalonnement	25 000 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>4 441 840 €</b>	
823	Achat Véhicule	30 000 €	Achat benne et camion
	Matériel	5 100 €	
	Chantier éducatif	30 000 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>65 100 €</b>	
824	Aire de La Boisse	4 500 €	Travaux
	Véhicule	15 000 €	Régisseuse
	<b>TOTAL</b>	<b>19 500 €</b>	
831	Divers matériels	3 000 €	
	Eaux pluviales	120 000 €	Schéma directeur
	<b>TOTAL</b>	<b>123 000 €</b>	
833	Opération Rhône	246 000 €	Maîtrise d'œuvre contrat Canal Miribel
	Natura 2000	13 000 €	Etude restauration + inventaires
	<b>Restauration morpho-écologique</b>	<b>334 000 €</b>	
	<b>Seraine</b>		
	GEMAPI	13 500 €	Gouvernance + étude technique
	Acquisitions foncières	70 000 €	Aménagements futurs
	Matériel	8 500 €	Piège à gravier + panneaux chantier mobile
	Travaux digues	112 000 €	Digues de Montluel et Pizay
		7 850 €	Avenant MOE (VDI)
	<b>TOTAL</b>	<b>804 850 €</b>	
	<b>TOTAL TTC hors CP</b>	<b>3 155 684 €</b>	
	<b>TOTAL CP</b>	<b>6 146 526 €</b>	
	<b>TOTAL TTC + CP</b>	<b>9 302 210 €</b>	
	<b>TOTAL reste à réaliser</b>	<b>1 015 210 €</b>	
	<b>TOTAL TTC + CP</b>	<b>10 317 420 €</b>	
Crédit de paiement			

Les autorisations de programmes sont déclinées annuellement en crédits de paiement, de façon à couvrir l'ensemble des grandes politiques publiques ou champs de compétences, en cohérence avec l'arborescence du projet de la 3CM.

Au sein de chaque autorisation de programme, les opérations regroupent un ensemble cohérent d'investissements identifiables, s'apparentant ainsi à une affectation de programme.

Ce sont 18 998 263 € de crédits d'autorisations de programme qui permettront d'achever, sur la période 2016-2020 correspondant à 6 autorisations de programme, les opérations en cours.

Déduction faite des recettes affectées, il restera à la charge de la collectivité, environ 16 746 558.€.

Le tableau ci-après reprend le détail des autorisations de programme votées en accompagnement du budget primitif 2019 pour un montant total de 6 734 590 €, et la répartition annuelle des crédits de paiement déclinés en opérations.

L'an dernier, 3 067 925 € ont été portés en dépenses d'investissement prévisionnelles. Au titre du budget 2019, seront inscrits 7 288 830 €, complétés le cas échéant, des crédits de 2018, s'apparentant à des reports nécessaires à la poursuite des opérations en cours.

DEPENSES										
THEMATIQUE	AUTORISATION DE PROGRAMME	TOTAL TTC AP		2016	2017	2018		2019	2020	2021
		Montant initial	Nouveau montant	Réalisé	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Prévision	Prévision	Prévision
Equipements sportifs	Pôle sportif	4 220 000 €	6 683 500 €	0 €	33 478 €	385 000 €	147 322 €	2 210 000 €	4 292 700 €	
	Requalification avenue Pré Seigneurs	2 451 000 €	3 132 440 €	622 678 €	9 762 €	1 210 000 €	1 205 000 €	1 917 680 €		
Voirie	Rond Point Carrier	745 000 €	969 700 €		0 €	26 900 €	7 050 €	962 650 €		
	Voirie de bouclage NOUVELLE		662 400 €			0 €	7 900 €	654 500 €		
	Gymnase La Boisse NOUVELLE		1 300 000 €			0 €	16 500 €	343 500 €	940 000 €	
	Rue des Chartinières NOUVELLE		1 640 000 €			0 €	19 800 €	710 200 €	510 000 €	400 000 €
Equipements publics	Locaux 3CM	2 301 863 €	2 501 863 €		805 652 €	1 446 025 €	1 310 052 €	386 000 €		
Milieu naturel	Restauration Sereine		1 549 000 €					329 000 €	1 220 000 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>9 717 863 €</b>	<b>18 438 903 €</b>	<b>622 678 €</b>	<b>848 892 €</b>	<b>3 067 925 €</b>	<b>2 713 624 €</b>	<b>7 513 530 €</b>	<b>6 962 700 €</b>	<b>400 000 €</b>

RECETTES										
THEMATIQUE	AUTORISATION DE PROGRAMME	TOTAL TTC AP		2016	2017	2018		2019	2020	2021
		Montant initial	Nouveau montant	Réalisé	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Prévision	Prévision	Prévision
Equipements sportifs	Pôle sportif	4 220 000 €	6 683 500 €		33 478 €	385 000 €	147 322 €	2 210 000 €	4 292 700 €	
	Emprunt		4 200 935 €		0 €	0 €	0 €	1 863 928 €	2 337 007 €	
	Département		250 000 €		0 €	0 €	0 €	0 €	250 000 €	
	Région		461 000 €		0 €	0 €	0 €	0 €	461 000 €	
	DETR	80 000 €	84 000 €		0 €	0 €	0 €	20 000 €	64 000 €	
	Autres		200 000 €		0 €	0 €	0 €	0 €	200 000 €	
	Autofinancement	4 140 000 €	1 487 565 €		33 478 €	385 000 €	147 322 €	326 072 €	980 693 €	
Voirie	Requalification avenue Pré Seigneur	2 451 000 €	3 132 440 €	622 678 €	9 762 €	1 210 000 €	1 205 000 €	1 917 680 €		
	Autofinancement	2 451 000 €	2 931 935 €	622 678 €	9 762 €	1 210 000 €	1 143 012 €	1 779 163 €		
	DETR	0 €	200 505 €	0 €	0 €	0 €	61 988 €	138 517 €		
	Rond Point Carrier	745 000 €	969 700 €		0 €	0 €	7 050 €	962 650 €		
	Région	0 €	200 000 €		0 €	0 €	0 €	200 000 €		
	DETR	0 €	115 200 €		0 €	0 €	0 €	115 200 €		
	Communes	0 €	233 778 €		0 €	0 €	0 €	233 778 €		
	Autofinancement	745 000 €	420 722 €		0 €	0 €	7 050 €	413 672 €		
	Gymnase La Boisse NOUVELLE		1 300 000 €				16 500 €	343 500 €	940 000 €	
	DETR		0 €							
	Département		20 000 €						20 000 €	
	Région		465 000 €					200 000 €	265 000 €	
	Autres		165 000 €						165 000 €	
	Autofinancement		650 000 €				16 500 €	143 500 €	490 000 €	
	Voirie de bouclage NOUVELLE		662 400 €				7 900 €	654 500 €		
	DETR		0 €							
	Autofinancement		662 400 €				7 900 €	654 500 €		
	Rue des Chartinières NOUVELLE		1 640 000 €				19 800 €	710 200 €	510 000 €	400 000 €
	Département		0 €				0 €	0 €	0 €	0 €
	Région		111 000 €				0 €	0 €	0 €	111 000 €
	DETR		100 000 €				0 €	20 000 €	0 €	80 000 €
	Autofinancement		1 429 000 €				19 800 €	690 200 €	510 000 €	209 000 €
Equipements publics	Locaux 3CM	2 301 863 €	2 501 863 €		805 652 €	1 446 025 €	1 310 052 €	386 000 €		
	Emprunt	1 110 932 €	1 000 000 €		0 €	805 652 €	1 000 000 €	0 €		
	DETR	80 000 €	80 000 €		0 €	16 000 €	64 000 €	16 000 €		
	Promoteur	0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €		
	Autofinancement	1 110 931 €	1 421 863 €		805 652 €	624 373 €	246 052 €	370 000 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>9 717 863 €</b>	<b>16 889 903 €</b>	<b>622 678 €</b>	<b>848 892 €</b>	<b>3 041 025 €</b>	<b>2 713 624 €</b>	<b>7 184 530 €</b>	<b>5 742 700 €</b>	<b>400 000 €</b>

## A. Budget annexe de l'eau

La loi NOTRe acte le transfert aux EPCI dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, de la gestion de l'eau potable, production, stockage et distribution. La loi du 3 août 2018 prévoit également que les EPCI et communes rattachées peuvent repousser au 1<sup>er</sup> janvier 2026 une ou les deux compétences si et seulement si l'EPCI concerné ne possède pas l'une ou l'autre ou les deux. Or la 3CM possède la compétence de captage et de stockage de l'eau. En conséquence, la 3CM prendra la compétence entière de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Dès 2017, un diagnostic technique et juridique a été engagé avec les communes et les syndicats présents sur le territoire pour préparer ce transfert. L'année 2019 sera celle du transfert de la compétence et du choix quant à la gestion de la compétence eau.

Les perspectives de l'exercice 2019 reposent essentiellement sur la poursuite jusqu'à son terme de cette étude juridico-technique, afin d'assurer dans le cadre d'un pacte fiscal et financier une planification tarifaire en adéquation avec l'investissement et les charges d'exploitation à réaliser.

Il est à noter que cette étude intègre la production et la distribution d'eau potable assurée actuellement en autonomie par la commune de Béligneux.

Pour le reste, les travaux programmés d'entretien ou de renouvellement poursuivent leurs cours normaux.

### 1) L'état de la dette

Afin de rationaliser les dépenses et obtenir des marges de manœuvre financières, la 3CM s'impose de renégocier ou de refinancer les emprunts quelque soit le budget. Celui de l'eau a fait l'objet d'un refinancement du seul emprunt à ce jour. Ainsi, cette opération permet de relisser dans le temps un emprunt dont le coût du crédit représentait à lui seul 38 % de l'annuité.

Un seul emprunt à ce jour.

**Capital restant dû**  **448 575 €**

**Montant de l'échéance 2018** ..... **42 038 €**

Capital ..... 24 784 €

Intérêts ..... 17 254 €

L'emprunt a été soldé en 2018 dans le cadre du refinancement.

## 2) L'évolution tarifaire

**TOTAL PARTICIPATION : 538 094 €**

REPARTITION DES CHARGES (sur consommation 2018)

COMMUNES	CONSOUMATIONS	PARTICIPATIONS HT
MONTLUEL	800 504 m <sup>3</sup>	240 151 €
BALAN	152 699 m <sup>3</sup>	45 810 €
DAGNEUX	283 206 m <sup>3</sup>	84 962 €
BRESSOLLES	61 478 m <sup>3</sup>	18 443 €
Synd. Thil/Nievroz	14 788 m <sup>3</sup>	4 436 €
SYNDICAT SEREINE	214 923 m <sup>3</sup>	64 477 €
LA BOISSE	14 615 m <sup>3</sup>	4 385 €
LA BOISSE (Sources)	203 978 m <sup>3</sup>	61 193 €
PIZAY	47 454 m <sup>3</sup>	14 236 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 688 079 m<sup>3</sup></b>	<b>538 094 €</b>

**X0,30 €**

## 3) Les propositions de programmes 2019

LIBELLE	MONTANT HT	OBJET
Frais d'études	120 000 €	MOE création nouveau puits Balan
	20 000 €	Etude Zéro Phyto
	12 600 €	Etude BAC Pizay
Réseaux d'adduction d'eau	2 200 €	Compteur vente Montluel
	15 000 €	Renouvellement compteurs vente et imprévus
Travaux	200 000 €	Réservoir Dagneux
	100 000 €	Station de pompage Balan + Château d'eau Dagneux
	10 000 €	Clôture captage et château d'eau La Boisse
	14 500 €	Clôture captage et château d'eau Pizay
	17 000 €	Clôture station pompage Ste Croix + château d'eau
<b>TOTAL HT</b>	<b>511 300 €</b>	
<b>TOTAL Reste à réaliser</b>	<b>169 224 €</b>	
<b>TOTAL HT + RAR</b>	<b>680 524 €</b>	

## B. Budget annexe de l'assainissement

A noter que le périmètre de cette compétence, au même motif que pour l'eau, évoluera au 1<sup>er</sup> janvier 2020 avec le transfert de l'assainissement non collectif. Les eaux pluviales ne font pas partie de la compétence assainissement au sens de la loi du 3 août 2018.

Dans le cadre du PPI engagé lors du transfert en 2016, deux investissements prioritaires ont été mis en perspective :

- Le **construction des STEP de Ste Croix et Cordieux** en deux phases. Les entreprises ont été désignées et la STEP de Sainte Croix s'achèvera en 2019. Les travaux de Cordieux vont démarrer au cours du premier semestre 2019.  
Le questionnement porte sur les nouvelles conditions de financement de l'Agence de l'Eau suivant leur plan quinquennal.  
En effet, il y a un risque sur ces soutiens financiers qui sembleraient être passés en second plan dans les missions de l'Agence de l'Eau et feront l'objet d'un arbitrage.  
*Investissement programmé à 966 k€ sur 2019.*
- Le **transport des eaux usées de la commune de Bressolles vers la STEP des Iles**, les deux stations actuelles de la commune étant à bout de souffle et non conformes.  
Ce chantier d'importance passera par plusieurs phases, dont la première a été faite à l'été 2018, et consistait à mettre en œuvre un nouveau collecteur sur la commune de DAGNEUX, entre l'intersection de la route de Balan et de la RD104 pour aller jusqu'au rond-point du collège, en passant par la rue de Bressolles.

*Investissement programmé à 422 k€ sur 2019.*

Les phases suivantes consisteront :

- à relier ce collecteur à l'entrée de la commune de Bressolles,
- à mettre en séparatif les réseaux de la commune,
- et à remplacer le collecteur existant le long de la voie ferrée sur Dagneux jusqu'au raccordement vers la ZI.

Pour 2019, les travaux se poursuivront sur la RD entre Dagneux et Bressolles à l'issue de la nomination d'un nouveau maître d'œuvre

*Investissement programmé à 422 k€ sur 2019.*

Le nouvel arrêté de compétences du 27 décembre 2017 permet à la 3CM de lancer le diagnostic des réseaux d'eaux pluviales urbaines. Le transfert de cette compétence n'est plus rattaché à celui de l'assainissement et s'il devait s'opérer dans les prochaines années, comme il impacte le budget général, il fera l'objet d'une commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) entre communes et EPCI.

Le sujet Eaux pluviales urbaines peut avoir des conséquences lourdes pour la 3CM et de fait, pour les contribuables. Dès lors, des investigations techniques doivent être faites avec précision et transparence. Ce sera la clef de voute du travail demandé.

Néanmoins, pour permettre la réalisation du projet Rond-Point Carrier, une étude hydraulique engagée en 2018 a permis un prédimensionnement du réseau concernant les bassins versants des Albanières et du faubourg de Lyon, et donc le dimensionnement des tuyaux à disposer sous le rond-point. Cette étude se poursuivra sur 2019 pour les autres problématiques d'eaux pluviales.

## 1) L'état de la dette

Un seul emprunt à ce jour.

**Capital restant dû**  **8 522 161 €**

**Montant de l'échéance ..... 763 545 €**

Capital ..... 593 563 €

Intérêts ..... 169 982 €

## 2) L'évolution tarifaire

Celle-ci est conforme à l'étude d'impacts juridiques administratifs et financiers de l'étude KPMG relative au transfert de la compétence « assainissement collectif » et intègre en 2017, les coûts de facturation pour la commune de Montluel et de Sainte Croix.

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Balan</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.11	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
<b>Béligneux</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.15	1.15	1.21	1.28	1.38	1.53	1.77
	Part fixe en €/HT/an	40	40	40	40	40	40	40
<b>Bressolles</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.04	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
<b>Dagneux</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.18	1.18	1.18	1.19	1.33	1.52	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	0	5	13	21	29	40
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>La Boisse</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.50	1.50	1.50	1.51	1.54	1.62	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	0	7	15	23	31	40
<b>Montluel</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1.86	1.86	1.84	1.82	1.80	1.79	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	10,12	13,56	21,64	15,12	25.76	40
<b>Niévroz</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	0.733	0.8544	0.9763	1.0981	1.22	1.3418	1.464
	Part fixe en €/HT/an	30.48	28.65	26.82	24.98	23.15	21.32	19.49
<b>Pizay</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
<b>Sainte Croix</b>	Part variable en €/HT/m <sup>3</sup>	1	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €/HT/an	0	16,79	30,12	40	26,67	33.33	40

La participation forfaitaire à l'assainissement collectif (PFAC), quant à elle, reste à l'identique, soit **1400 € HT**.



### 3) Les propositions de programmes 2019

LIBELLE	MONTANT HT	OBJET
Frais d'études	50 000 €	Dossier du Portée à connaissance raccordement Bressolles
Réseaux	70 000 €	Matériel télégestion
	470 000 €	Travaux réseaux
	1 500 €	Divers
Travaux	115 500 €	Aménagement et équipements STEP des Iles
	5 000 €	Imprévus STEP
	55 000 €	Suppression PN16
	35 500 €	Aménagement Postes de relevage
	40 000 €	Equipement et contrôles DO
	7 000 €	Acquisition foncier STEP
	275 000 €	Raccordement Bressolles
	675 000 €	Travaux STEP Cordieu et Sainte Croix
	150 000 €	Travaux faubourg de Lyon - Rond point carrier
	200 000 €	Renouvellement réseau rue Genève à Dagneux
Véhicule	15 000 €	Surveillant travaux
<b>TOTAL HT hors CP</b>	<b>2 164 500 €</b>	
<b>TOTAL Reste à réaliser</b>	<b>712 749 €</b>	
<b>TOTAL HT + CP + RAR</b>	<b>2 877 249 €</b>	

## C. Zones d'activités

Les principales nouveautés sont :

- L'étude de faisabilité de la zone des 3 B ;
- L'acquisition des consorts CATHERIN (120k€) ;
- La fin de la réalisation travaux restants sur la ZAC des Près Seigneurs (340 k€) ;
- L'acquisition de la voirie de bouclage de la zone CAP & CO ;
- La poursuite des ventes des différentes parcelles sur la ZAC des Viaducs et des lots fonciers de la masse A sur Cap & Co ;
- L'acquisition des premières parcelles de la future ZACOM.

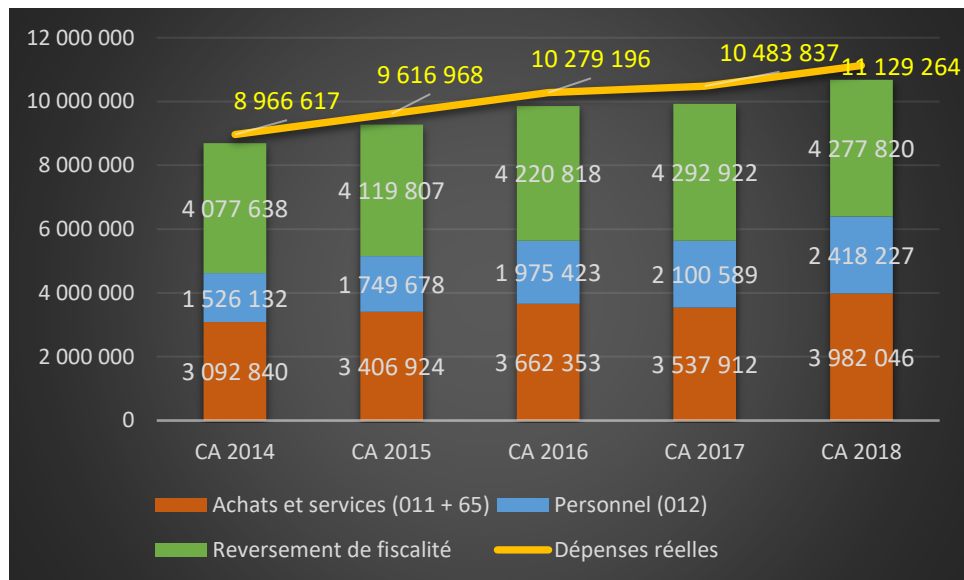
## D. Office de tourisme

La création du budget annexe de l'office de tourisme a été officialisé en 2018. Le budget ne porte aucun emprunt. Les investissements projetés sont la création d'une application mobile pour le territoire (30 k€), une étude portant sur le lac Neyton, l'audit des sentiers pédestres (7,5k€), que le mobilier de ces sentiers (25 k€) et enfin, la requalification de la façade de l'office du tourisme (7k €).

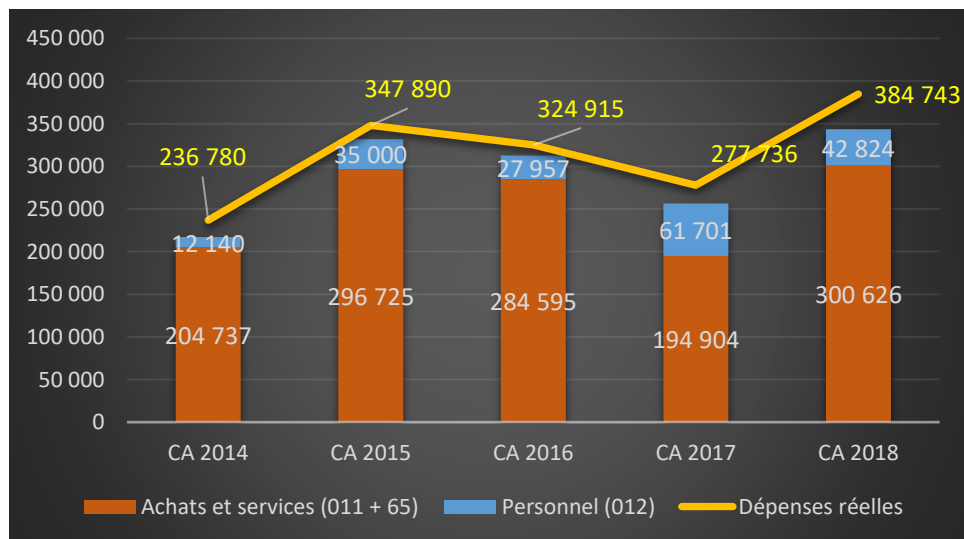
## Conclusion

### 1) Evolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement

#### Budget général

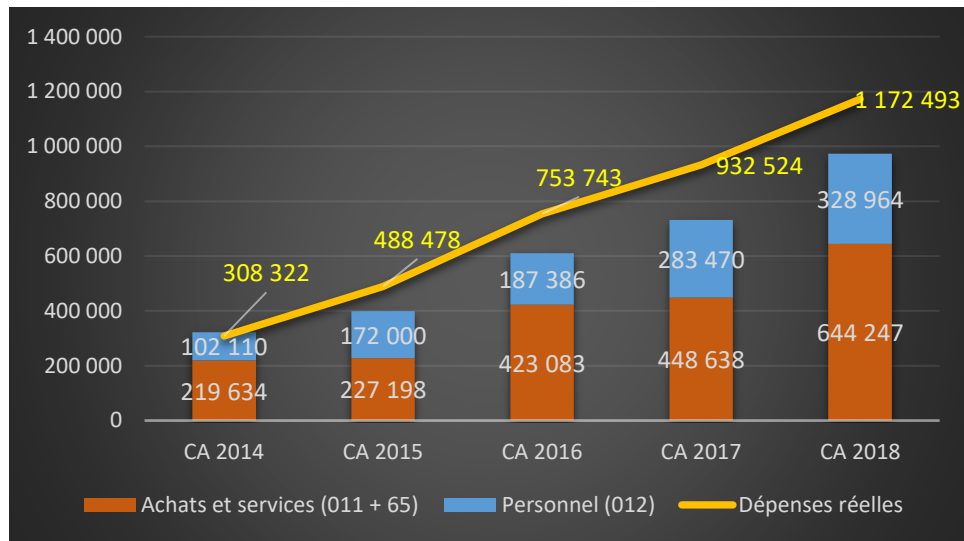


#### Budget annexe de l'eau



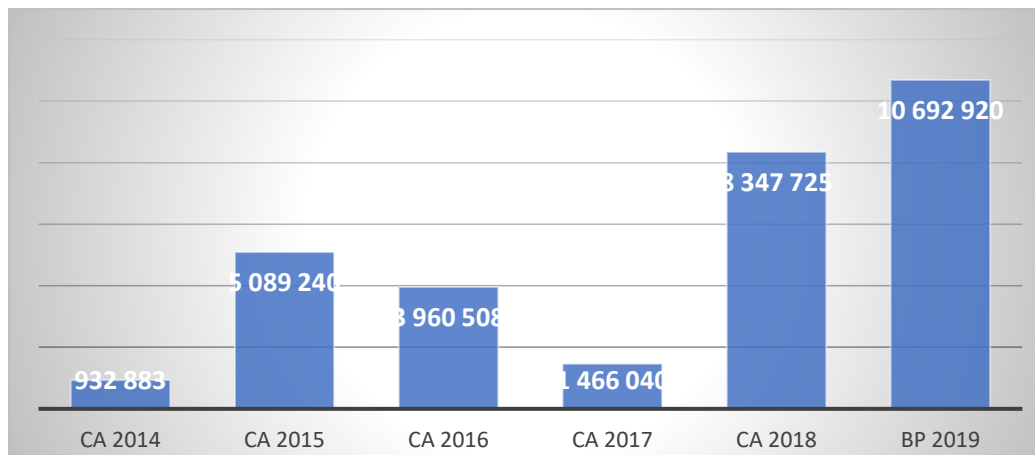
Une augmentation importante des charges en 2018 est constatée du fait du paiement cette année des trois derniers trimestres d'exploitation du stockage de l'eau de 2017.

### Budget annexe de l'assainissement

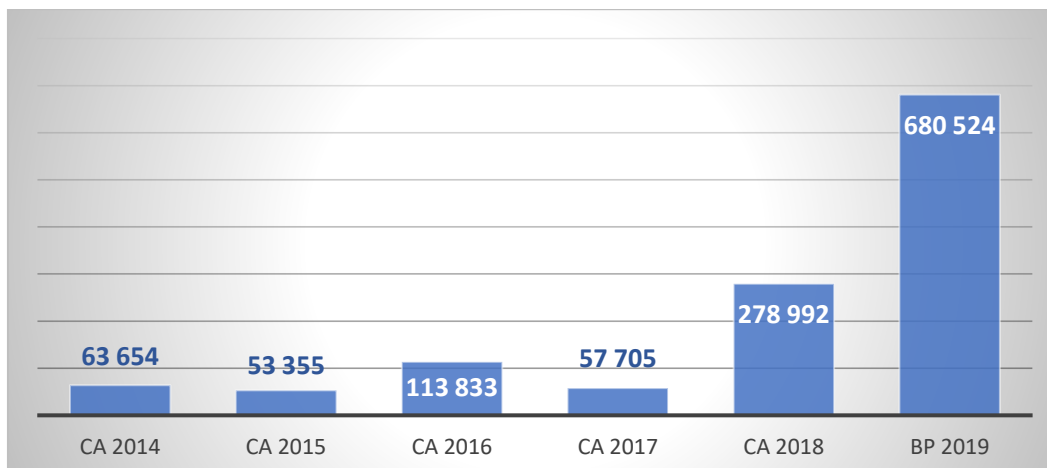


### 2) Evolution du plan d'investissement du budget principal en million d'euros

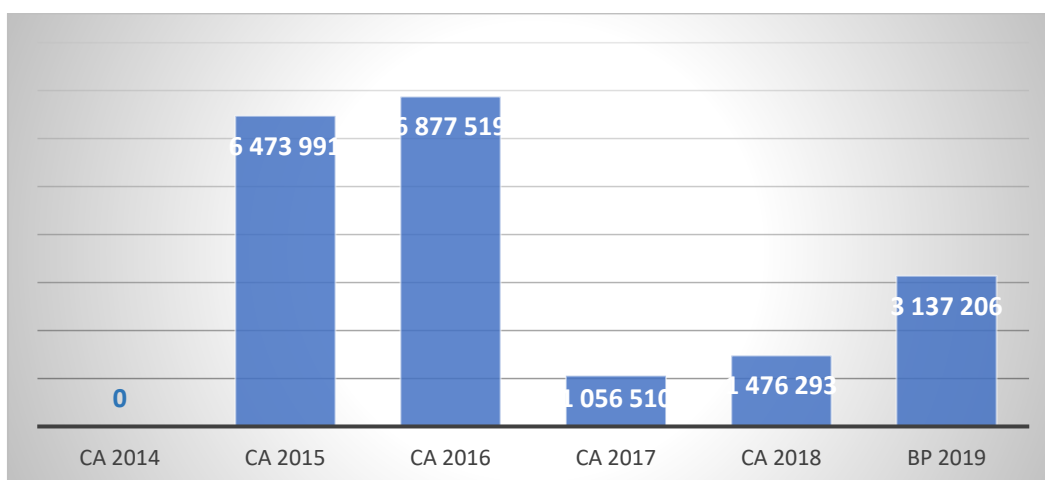
#### Budget général



#### Budget annexe de l'eau



## Budget annexe de l'assainissement



### 3) Synthèse du plan d'investissement 2019 par politique publique

